



COMITE DU DEVELOPPEMENT

(Comité ministériel conjoint
des
Conseils des Gouverneurs de la Banque et du Fonds
sur le
transfert de ressources réelles aux pays en développement)



DC2004-0014
28 septembre 2004

VOIX ET PARTICIPATION DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT ET DES PAYS EN TRANSITION

Rapports d'étape

Vous trouverez ci-joint deux documents en vue de la réunion du Comité du développement prévue pour le 2 octobre 2004 :

1. Le Rapport du Conseil des Administrateurs de la Banque mondiale : Renforcer la voix et la participation des pays en développement et des pays en transition dans les instances décisionnelles de la Banque mondiale
2. Le Rapport du Conseil d'Administration du FMI au Comité monétaire et financier international sur Quotas, Voix et Représentation

L'examen de ces documents est prévu au point III de l'ordre du jour provisoire.

* * *

RENFORCER LA VOIX ET LA PARTICIPATION DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT ET EN TRANSITION DANS LES INSTANCES DÉCISIONNELLES DE LA BANQUE MONDIALE

RAPPORT D'ÉTAPE

INTRODUCTION

1. Le Consensus de Monterrey de 2002 encourageait la Banque mondiale (Banque) et le Fonds monétaire international (FMI, Fonds) à trouver des moyens pragmatiques pour « continuer à accroître la participation de tous les pays en développement et en transition à leur processus de prise de décisions et renforcer ainsi le dialogue international et les travaux entrepris par ces institutions pour répondre aux besoins et aux préoccupations de ces pays en matière de développement ». Conformément à cet appel, le Comité du développement a, en septembre 2002, demandé qu'un document de base soit établi pour faciliter l'examen de ces importantes questions lors de sa prochaine réunion. Une note technique conjointe de la Banque et du FMI (DC2003-0002) a ensuite été élaborée, et le Comité du développement l'a examinée en avril 2003. Cette note technique présentait toute une gamme de propositions avancées dans diverses instances en vue de renforcer la voix et la participation des pays en développement et en transition (« renforcement de la voix des pays en développement » ci-après) dans les instances décisionnelles des institutions de Bretton Woods¹.

2. Dans la série de communiqués émis depuis lors, tout en se félicitant des différentes mesures prises par les deux institutions, le Comité du développement a invité et exhorté tant la Banque que le FMI : a) à examiner et expliciter toutes les options susceptibles de recueillir un large appui (avril 2003) ; b) à intensifier les efforts déjà engagés et à passer à des mesures concrètes (septembre 2003) ; et c) à établir des rapports sur tous les aspects de la question du renforcement de la voix des pays en développement (avril 2004).

3. Le dernier examen d'un rapport d'étape par le Comité du développement remonte à septembre 2003². Le communiqué publié à l'issue de la réunion du Comité à Washington en avril 2004 souligne, à propos du renforcement de la voix des pays en développement :

« Les efforts déployés pour permettre aux pays en développement et aux pays en transition de se faire mieux entendre et de participer réellement aux travaux et au processus de prise de décision des institutions de Bretton Woods continuent de se heurter à d'importants problèmes. Nous nous félicitons des progrès accomplis depuis notre dernière réunion, en particulier au plan du renforcement des capacités, grâce notamment à la mise en place d'un fonds fiduciaire pour les travaux d'analyse sur lesquels pourront s'appuyer les administrateurs représentant les pays africains, et à un programme de détachement auprès de la Banque. Nous attendons avec intérêt les rapports que les

¹ Voir : DC2003-0002 : Renforcer la voix et la participation des pays en développement et en transition dans les instances décisionnelles de la Banque mondiale et du FMI, 27 mars 2003.

² DC2003-0012 : Renforcer la voix et la participation des pays en développement et en transition : Rapport d'étape présenté par les conseils de la Banque mondiale et du FMI, 12 septembre 2003.

administrateurs présenteront sur les différents aspects de cette question et que nous examinerons plus en détail lors des Assemblées annuelles de 2004 ».

4. Il est reconnu que le problème du renforcement de la voix des pays en développement est complexe et qu'il comporte de nombreux aspects à plusieurs niveaux dont ceux du pays, des Administrateurs des institutions de Bretton Woods, et de ces institutions en ce qui concerne la structure du capital et les parts comportant droit de vote. Ces divers aspects du problème couvrent des domaines tels que l'accentuation de la priorité accordée à l'adhésion des pays en développement et en transition à la formulation des stratégies, des programmes et des projets de développement ; une plus grande décentralisation de la part de la Banque, pour que la prise de décisions s'effectue davantage au niveau du pays ; le renforcement de la capacité des Administrateurs chargés de pays en développement et en transition de représenter leurs pays ; et la modification du pouvoir de vote.

5. La pertinence de ces aspects varie considérablement en fonction des pays et des groupes de pays, à tel point que l'impact d'une mesure prise pour résoudre l'un ou l'autre de ces problèmes serait assez différent, selon la situation prévalant dans un pays ou un groupe de pays donné, que ce soit par exemple un pays à revenu intermédiaire, à faible revenu, en transition, sortant d'un conflit ou autre. Il est clair, par exemple, que les pays à revenu intermédiaire ne connaissent pas les mêmes problèmes de capacité que les pays à faible revenu en difficulté. Aucune modification ou mesure ne saurait donc, à elle seule, fournir une solution satisfaisante au problème du renforcement de la voix de tous les pays, sans exception. C'est dire que les problèmes devraient être abordés globalement, tout en accordant parallèlement la priorité à la recherche de réponses aux questions qui sont d'une pertinence singulière pour les différentes catégories de pays. Dans cette perspective, la direction de la Banque et le Conseil ont entrepris des initiatives et poursuivi ou renforcé les activités existantes dans de nombreux domaines, dont plus précisément les suivants :

- Amélioration de l'adhésion des pays et de l'intégration de leurs points de vue aux programmes financés par la Banque.
- Accroissement de l'appui aux Administrateurs chargés de groupes comprenant de nombreux pays.
- Traitement des questions structurelles liées principalement au régime des droits de vote et à la structure du capital.

Améliorer l'adhésion des pays et l'intégration de leurs points de vue aux activités de la Banque

6. Nombre d'Administrateurs ont souligné l'importance de l'accroissement de l'adhésion des pays en développement et en transition, en tant qu'aspect majeur des activités de la Banque. Ce facteur a influencé l'ordre du jour ainsi que les conclusions de Monterrey. Par conséquent, les pays que représentent ces Administrateurs croient fermement que le moyen principal et le plus efficace de renforcer la voix des pays en développement dans les instances décisionnelles des institutions de Bretton Woods est de développer la capacité de ces pays d'influer sur les paradigmes, les programmes d'action, les stratégies et les politiques, et à terme sur les programmes appuyés par ces institutions. Les membres de ce groupe considèrent de loin le renforcement de la voix des pays en développement comme un problème de prise en charge

effective de leurs programmes d'action et de leurs opérations, ainsi que d'égalité entre partenaires, et nettement moins comme une question de structure de vote.

7. Dans ce contexte, nombre d'études et d'avis exprimés par les pays en développement et en transition donnent à penser qu'il faut consentir plus d'efforts pour faire en sorte que les programmes et les projets de développement financés de l'extérieur continuent à être élaborés en tenant davantage compte des priorités nationales telles que définies par les autorités, et qu'ils apprécient mieux à leur juste valeur l'éventail complet des réalités sociales, économiques, politiques, budgétaires et culturelles des pays. Ces programmes et projets doivent par ailleurs être mis en œuvre de manière plus cohérente avec le cadre des directives et des procédures du Gouvernement. De même, depuis le Consensus de Monterrey, l'on admet volontiers dans les délibérations sur le renforcement de la voix des pays en développement que l'amélioration de l'adhésion à l'échelon national aide les pays en développement et en transition à jouer véritablement un rôle prépondérant dans l'« appropriation » et l'orientation du programme de développement, en collaboration avec la communauté internationale, et contribue ainsi à faire entendre leurs voix. Un important aspect du renforcement de la voix des pays en développement est donc d'encourager et de consolider l'adhésion de ces pays à la formulation des stratégies et des programmes de leur développement, de rapprocher la prise de décisions des institutions de Bretton Woods et des autres bailleurs de fonds autant que possible du terrain, et réduire la complexité et la diversité des procédures et des directives des différents bailleurs de fonds.

8. Développant davantage ce point de vue, certains membres du Conseil ont fait valoir que l'idée de renforcer la voix des pays en développement telle que définie à Monterrey s'applique également à la voix des pauvres, soulevant ainsi une question qui va au-delà de celle de la représentation au sein des institutions de Bretton Woods et de la structure de ces dernières : l'on doit promouvoir le renforcement de la voix des pays en développement, pour faire en sorte que les institutions de Bretton Woods et les autres bailleurs de fonds écoutent eux aussi la voix des pauvres touchés par les programmes et les projets qui sont financés, et ce, grâce à une meilleure communication avec toutes les parties prenantes à toutes les étapes du cycle du programme et du projet. Cela étant, d'autres administrateurs sont d'avis que la question de la voix des pauvres dans les programmes et les projets financés par les institutions de Bretton Woods n'avait pas été abordée dans le cadre du Consensus de Monterrey (voir **pièce jointe 1**) et que par conséquent, elle ne devrait pas faire partie des délibérations actuelles sur le renforcement de la voix des pays en développement.

9. Pour ceux qui considèrent que l'adhésion va de pair avec le renforcement de la voix des pays en développement, les initiatives engagées bien avant Monterrey comme la stratégie de réduction de la pauvreté (SRP), une plus grande décentralisation et, depuis Monterrey, l'harmonisation des procédures, sont des éléments clés de ce renforcement. Nombre de ces initiatives en sont encore à un stade initial et de nombreux obstacles restent à surmonter avant que des résultats significatifs ne soient obtenus dans maints cas. Cela étant, la partie a été engagée et des efforts soutenus sont nécessaires.

10. **L'initiative de la stratégie de réduction de la pauvreté (SRP).** En septembre 1999, la Banque et le FMI ont approuvé une nouvelle approche du problème de la réduction de la pauvreté dans les pays à faible revenu qui est fondée sur les stratégies de lutte contre la pauvreté propres à

chaque pays. Ces stratégies devaient être engagées à l'initiative des pays eux-mêmes, axées sur les résultats, intégrées, avoir une perspective à long terme, et encourager les partenariats entre acteurs nationaux et étrangers. Elles étaient censées s'incorporer au document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) du pays ou dans un document similaire, lequel servirait en principe de cadre pour l'aide au développement, notamment les prêts concessionnels de la Banque et du FMI. En cherchant à mieux cibler la réduction de la pauvreté, à rendre le processus participatif plus ouvert, et à faire que l'on prête davantage attention au suivi des résultats obtenus sur le plan de l'atténuation de la pauvreté, la SRP a engagé un processus visant à essayer d'amener les pays en développement et en transition à prendre plus résolument en main l'élaboration et l'exécution de leurs programmes de développement. La SRP a par ailleurs commencé à faire prendre davantage conscience de la nature et de la portée des problèmes majeurs à résoudre pour améliorer l'efficacité de son approche. Ces problèmes sont exposés en détail dans le plus récent examen du processus du DSRP et ils ont trait : au renforcement d'un processus dans lequel le pays joue un rôle moteur ; à l'amélioration des fondements de l'analyse de l'initiative ; au renforcement des capacités institutionnelles en matière d'exécution ; et à l'amélioration de l'efficacité de l'aide. Tout en reconnaissant qu'il faudra plus de temps et d'effort pour résoudre ces problèmes de manière satisfaisante au niveau des pays, la Banque est résolue à collaborer avec les pays à faible revenu et leurs autres partenaires du développement afin de contribuer à la recherche des solutions.

11. **Décentralisation.** Il est largement admis que la décentralisation du processus de prise de décisions de la Banque et la présence du personnel opérationnel sur place dans les pays intéressés peuvent aider à faire comprendre en profondeur les aspects culturels, sociaux et politiques des programmes et des projets de développement. Depuis que le Pacte stratégique a mis au premier plan la décentralisation en 1997, la Banque a accompli d'importants progrès dans ce domaine. Le pourcentage des directeurs-pays affectés dans les représentations nationales a augmenté, allant de 6 % pendant l'exercice 97 à plus de 71 % au cours de l'exercice 04, tandis que la proportion du nombre de cadres supérieurs déployés sur le terrain dans les régions est passé de 28 % à plus de 42 %.

12. Selon les résultats d'enquêtes menées auprès du personnel et des clients, ainsi que d'autres rétroactions quantitatives, la décentralisation a permis de mieux comprendre les besoins des pays, renforcé le dialogue national sur les politiques publiques, accru la participation des clients et amélioré la consultation des partenaires dans le cadre du processus du DSRP. Un fait tout aussi important à relever est le sentiment que le niveau d'adhésion des clients aux programmes et aux projets a augmenté et que les clients semblent apprécier le rôle joué par les représentations nationales renforcées dans le traitement des problèmes et dans l'aménagement d'un plus grand champ d'action pour la société civile. Un certain nombre de risques ont été identifiés et d'importants problèmes continuent de surgir. La Banque reste toutefois résolue à appliquer la politique de décentralisation et elle assure en permanence le suivi et l'évaluation de sa mise en œuvre. Au cours de l'exercice 05, elle se propose de procéder à un examen du progrès accompli en matière de décentralisation et de ses implications pour l'avenir des activités de la Banque.

13. **Harmonisation.** Des preuves de plus en plus abondantes donnent à penser que le nombre et la grande diversité des conditions et des processus imposés par les bailleurs de fonds pour la préparation, la fourniture et le suivi de l'aide au développement occasionnent d'inutiles frais de transaction pour les pays en développement et éprouvent leurs capacités limitées. En outre, des préoccupations ont été exprimées au sujet des pratiques des bailleurs de fonds qui sont telles qu'on ne peut pas toujours les appliquer facilement aux priorités et aux systèmes de développement national, notamment la gestion du budget, les cycles de planification des programmes et des projets, et les systèmes de gestion des dépenses et des finances. Le problème semble plus grave dans les pays à faible revenu.

14. Pour résoudre certains de ces problèmes, la Banque s'est jointe à d'autres institutions multilatérales et bilatérales de développement en février 2003 à Rome à l'occasion du Forum de haut niveau sur l'harmonisation et l'alignement pour l'efficacité de l'aide³. Ce Forum a débouché sur une déclaration commune sur les perspectives d'avenir et la définition des étapes suivantes à entreprendre par les participants. Les résultats de cette initiative récente ne sont peut-être pas encore évidents et ils pourraient prendre du temps à se matérialiser. Il est par conséquent important d'accentuer la priorité accordée aux secteurs critiques qui ont été identifiés, notamment la reconnaissance des priorités des pays partenaires, un examen des politiques, procédures et pratiques de chacune des institutions et de chacun des pays bailleurs de fonds, afin de faciliter l'harmonisation ainsi que la rationalisation et la simplification des normes et des conditionnalités de la présentation des rapports. L'on espère qu'une harmonisation véritable aiderait les pays en développement et en transition à adopter les meilleures pratiques et à éliminer les procédures administratives superflues, rendant ainsi les administrations plus efficaces et plus efficaces. Le deuxième Forum de haut niveau sur l'harmonisation et l'alignement pour l'efficacité de l'aide est prévu à Paris en 2005.

Appui aux Administrateurs

15. L'un des aspects clés du travail des Administrateurs est de représenter les intérêts des pays de leur groupe. Pour ce faire, ils doivent assurer d'intenses communications et engager de larges consultations avec les autorités nationales, ce qui se traduit par de lourdes charges de travail pour les Administrateurs représentant de nombreux pays. Les obstacles majeurs qui entravent le travail des Administrateurs, surtout ceux représentant les pays à faible revenu, ont été identifiés comme suit : inadéquation des mécanismes de communication efficace avec les pays membres ; insuffisance des ressources financières et humaines ; connaissance approximative des politiques, des produits et des opérations de la Banque.

16. Les mesures ci-après ont été prises pour améliorer les capacités des bureaux des Administrateurs : a) les bureaux de l'Afrique subsaharienne chargés de plus de 20 pays ont été habilités à nommer chacun un conseiller principal et deux conseillers supplémentaires ; b) les communications avec les capitales se sont améliorées avec la mise en place d'un système offrant aux homologues en poste dans les capitales un accès direct et sécurisé aux documents du Conseil via l'internet, et les services disposent de leur propre site web externe et d'un accès amélioré à la vidéoconférence ; c) un programme de détachement auprès de la Banque du personnel venant des

³ Voir la Déclaration de Rome du Forum de haut niveau sur l'harmonisation, 28 février 2003.

pays en développement et en transition est en cours de préparation ; ce programme aidera le personnel de contrepartie des pays à acquérir sur place, à la Banque, une expérience pratique du processus d'élaboration des politiques, programmes et projets au sein d'une institution de développement telle que la Banque ; d) un fonds fiduciaire pour les travaux d'analyse a été créé et est actuellement en activité, son objectif étant de fournir aux Administrateurs d'Afrique subsaharienne un financement indépendant pour le soutien technique et la recherche ; et e) un programme de formation à l'intention du personnel des bureaux des Administrateurs est à un stade avancé de préparation et il se base sur des besoins clairement définis. Une autre étude en cours de réalisation porte principalement sur l'évaluation des problèmes de capacité des Administrateurs ne représentant pas l'Afrique subsaharienne.

17. Les mesures prises visent à assurer, avec le temps, une contribution plus importante des pays en développement et en transition aux activités des institutions de Bretton Woods, et ce, grâce à : la participation de leurs Administrateurs aux réunions des comités et des Conseils ; des rétroactions plus systématiques et plus régulières des pays représentés sur les questions majeures de politique ; une interaction plus efficace avec le personnel et la direction de la Banque ; une amélioration du dialogue entre la Banque et les pays représentés ; et une meilleure information des capitales sur les politiques et les procédures de la Banque.

Questions structurelles

18. Les Administrateurs ont à plusieurs occasions examiné les questions structurelles liées au renforcement de la voix des pays en développement. La priorité fondamentale a été accordée à quatre principaux points : a) la structure de vote de la BIRD, b) la modification du capital de la BIRD, c) la structure de vote et du capital de l'IDA, et d) la structure du Conseil des Administrateurs. Les délibérations avaient pour toile de fond le constat d'une disparité croissante entre les pouvoirs de vote détenus respectivement par les pays développés et ceux en développement. Des préoccupations ont en outre été exprimées au sujet de la pertinence du nombre d'Administrateurs représentant différentes catégories de membres de la Banque.

19. Dans le cadre de l'examen de ces questions, l'on a procédé à une vaste consultation de chacun des Administrateurs et tenu des réunions de comité, des rencontres avec les homologues du FMI, ainsi qu'une journée de réflexion spéciale du Conseil organisée le 2 juillet 2004. L'on a identifié les problèmes qui se posent et évalué les diverses options envisageables pour les résoudre. Un effort a en outre été consenti pour identifier les secteurs susceptibles de recueillir un large soutien. Les délibérations et les analyses se sont concentrées sur les 11 options d'origine présentées dans la **pièce jointe 2**. D'autres suggestions avaient trait : a) à la recherche d'un accord provisoire sur un nombre de composantes de base à intégrer par la suite à toute décision relative à l'augmentation des quotes-parts et à l'ajustement subséquent de la participation au capital de la Banque ; b) à la présentation de rapports, par les Conseils de la Banque et du FMI au cours de la prochaine année, sur les solutions possibles au problème du nombre des voix de base ; c) à la soumission de rapports, par les membres des Conseils au cours de la prochaine année, sur les solutions possibles pour résoudre les cas où la quote-part/participation au capital des pays est excessivement disproportionnée par rapport à leurs poids économiques respectifs ; et d) à la création d'un groupe de travail indépendant formé de spécialistes, d'une « Commission de notables » ou d'un « Groupe de personnalités éminentes » pour se pencher sur la structure,

l'organisation et le fonctionnement des Conseils et présenter un rapport sur ses conclusions au Comité du développement lors de la réunion du printemps 2005.

20. Tel que noté dans le communiqué de septembre 2003, les facteurs à prendre en considération dans la modification de la structure de vote et de la structure des Conseils tant de la Banque que du FMI s'avèrent complexes. Il a été difficile de trouver des domaines bénéficiant d'un large appui, d'où le constat qu'il faudra du temps pour parvenir au consensus nécessaire. Par ailleurs, bon nombre d'Administrateurs estiment que la structure de vote, tout comme certaines des options supplémentaires proposées au paragraphe 34 ci-après, sont intrinsèquement liées à la question du renforcement de la voix des pays en développement. La réalisation, par le FMI, d'un examen sur la formule des quotes-parts est considérée par certains Administrateurs comme un premier pas essentiel et nécessaire vers une étude sérieuse des questions relatives à la structure de vote. En attendant, certains pays ont décidé de prendre des mesures pour résoudre des problèmes précis et ainsi contribuer à faire avancer le processus, comme on le verra plus loin. La situation actuelle peut se résumer en regroupant les options en cinq principales catégories : a) les options auxquelles une suite a été donnée et est actuellement en phase d'exécution ; b) les options dont la suite à donner est en cours d'examen ; c) les options nécessitant des efforts supplémentaires pour arriver à un consensus ; d) les options appelées à être abandonnées ; et e) les autres options envisageables.

1. Options auxquelles une suite a été donnée

21. Lors de la réunion consultative des Gouverneurs africains des institutions de Bretton Woods tenue le 12 mars 2004 à Johannesburg, les Gouverneurs se sont engagés à prendre les dispositions nécessaires pour payer intégralement les parts de l'IDA allouées aux pays africains d'ici la fin mars 2005. Huit pays africains ont déjà souscrit l'ensemble de leurs parts. Le secrétariat a adressé des correspondances aux pays non africains membres de l'IDA pour les inviter à se décider eux aussi au sujet de leurs souscriptions.

2. Options dont la suite à donner est en cours d'examen

22. **Rôle des emprunteurs et du Conseil de l'IDA.** Au-delà de la question du recours au paiement des souscriptions pour combler l'écart entre les parts attribuées et les droits de vote effectifs, de nombreux Administrateurs, tout en prenant acte des progrès accomplis, continuent de souligner l'importance de : a) fournir des efforts supplémentaires pour accroître la participation des représentants des pays emprunteurs au processus de reconstitution des ressources de l'IDA instituée pour la première fois lors des négociations relatives à l'IDA 13 ; b) tenir davantage compte des préoccupations des pays emprunteurs dans les ordres du jour des réunions ; et c) faire intervenir les pays emprunteurs dans le processus de suivi et d'évaluation de l'Association. De l'avis de ces Administrateurs, les importantes initiatives engagées pour renforcer la voix des pays en développement doivent être complétées en assurant aux Administrateurs de l'IDA un rôle accru d'orientation dans la prise de décisions. Certains Administrateurs ont par ailleurs relevé que quand bien même une quasi-parité serait établie dans la participation au capital de l'IDA, le Conseil de l'IDA ne refléterait pas cette réalité, étant donné d'une part que la structure du Conseil de l'IDA est basée sur la participation au capital de la BIRD, et d'autre part que chaque

Administrateur est tenu de déposer en un seul bloc les voix des pays qu'il représente, le partage des voix n'étant pas permis.

23. **Durée du mandat des Administrateurs.** Certains pays représentés au Conseil ont pour politique de maintenir leurs administrateurs en poste pendant au moins quatre années. D'autres membres ont prolongé le mandat de leurs Administrateurs sur la base d'accords informels, ou songent à le faire. D'autres encore ont indiqué qu'ils étaient disposés à envisager la possibilité d'une prolongation du mandat de leurs Administrateurs dans le but d'aider à améliorer la connaissance des politiques et des procédures de la Banque ainsi que des procédures, pratiques et sujets du Conseil. Cela devrait rendre plus efficaces les délibérations lors des réunions du Conseil, et améliorer les interactions avec le personnel et la direction de la Banque.

3. Options nécessitant davantage d'efforts pour parvenir à un consensus

24. Plusieurs Administrateurs ont proposé d'approfondir les consultations au sujet des options ci-après : a) augmentation du nombre des voix de base et des parts d'adhésion, b) majorités spéciales, c) augmentations sélectives du capital, et d) structure du Conseil.

25. Les **voix de base** représentent à l'heure actuelle près de 3 % (2,8 %) du total des voix, soit une baisse par rapport à leur taux de près de 11 % (10,87 %) au moment de la création de la Banque ; les pays en développement détiennent environ 81 % (37 250 voix pour 149 pays) de ces voix. Si l'on convenait de ramener la proportion des voix de base au niveau d'origine, une augmentation de 128 800 voix de base serait nécessaire. Les pays en développement détiendraient alors à peu près 43 % du total des voix, le taux actuel étant de 40 %. Les tableaux 1 à 5 simulent les divers cas de figure de classement des membres si le nombre des voix de base était doublé ou ramené à son niveau d'origine.

26. L'impact de cette option sur le renforcement de la voix des pays en développement ferait l'objet d'une évaluation supplémentaire. Un aspect attrayant de l'option relative aux voix de base est qu'elle ne représenterait pas un fardeau financier pour les membres. Cela dit, il faudrait amender les Statuts pour augmenter les voix de base, un processus qui peut s'avérer complexe.

27. **Parts d'adhésion.** L'on a aussi envisagé la possibilité d'accroître les parts d'adhésion des membres pour aider à réduire l'érosion de la proportion des voix détenues par les pays en développement et en transition, comme dans le cas des voix de base mentionné ci-dessus. Ce scénario susciterait les mêmes préoccupations que celles évoquées à propos des voix de base. Les principales différences par rapport aux voix de base sont : a) la souscription de 250 parts supplémentaires par membre donnerait lieu à un engagement conditionnel additionnel d'environ 30 millions de dollars ou un montant proportionnel, tout dépendant du nombre des parts à émettre car il s'agirait d'un capital exigible ; b) contrairement à 1979 où les parts d'adhésion étaient entièrement remboursables avant l'échéance, si une portion souscrite et versée était exigée, cela constituerait un lourd fardeau financier pour certains des pays démunis, sans aucune apparente retombée immédiate ; et c) aucun amendement des Statuts ne serait nécessaire, encore que l'approbation du Conseil des Gouverneurs⁴ serait requise. Comme dans le cas des voix de base,

⁴ L'augmentation du capital nécessite l'approbation du Conseil des Gouverneurs par une majorité de 75 % du nombre total des voix attribuées.

les tableaux 1 à 5 peuvent donner une idée de l'impact global de ce cas de figure sur les pouvoirs de vote de tous les membres, y compris ceux des petits membres.

28. Des **majorités spéciales** du total des pouvoirs de vote sont déjà requises pour l'adoption de nombreuses décisions par les Gouverneurs et les Administrateurs, comme les augmentations de capital (majorité de 75 %), l'accroissement du nombre des Administrateurs (majorité de 80 %) et l'amendement des Statuts (approbation de trois cinquièmes des membres détenant 85 % du nombre total des voix). Cela étant, il a été suggéré d'exiger des votes à des majorités spéciales pour d'autres questions ou d'introduire des majorités doubles, avec imposition expresse de majorités séparées pour les États membres en développement. Un facteur clé à prendre en considération est que l'institution de doubles majorités supplémentaires serait subordonnée à l'amendement des Statuts. En outre, il faudrait s'accorder sur les définitions juridiques d'une nouvelle catégorie de membres. Des études préliminaires sont en cours pour mieux définir la structure et les types de décisions qui pourraient être sujettes aux doubles majorités. Un examen plus détaillé de l'option des doubles majorités s'impose pour en évaluer les avantages et les inconvénients et pour susciter des discussions plus poussées en vue de déterminer la suite à y donner. Il a été suggéré d'étudier dans quelle mesure il serait pratique d'introduire des doubles majorités sur une base expérimentale, en tenant pleinement compte des implications juridiques d'une telle démarche.

29. **Les augmentations sélectives du capital (ASC)** sont une autre approche d'accroissement de la part du pouvoir de vote détenu par les pays en développement et en transition. Que l'on se serve de la formule des quotes-parts calculées au FMI ou du revenu national brut (RNB), ou que l'on recourt à la méthode de la parité du pouvoir d'achat, un aspect essentiel qui rend les ASC intéressantes est que celles-ci ne requièrent pas d'amendement des Statuts, mais seulement une approbation du Conseil des Gouverneurs⁵. Par ailleurs, pour les pays en développement, en transition et industrialisés participants, elles peuvent tout à fait corriger les distorsions dues au fait que l'amélioration de leur situation économique n'est pas reflétée par une augmentation de leurs parts.

30. Cela étant, un autre facteur à prendre en considération et qui risquerait de rendre le processus complexe et difficile est celui de la nécessité d'obtenir l'accord de chaque membre, en ce qui concerne tout particulièrement les droits de préemption prévus par les Statuts. Le processus donnerait en outre lieu, pour les participants, à un coût financier lié à la portion souscrite et versée, quelle qu'en soit la modicité, et à un engagement conditionnel pour la portion exigible des souscriptions⁶. Ces coûts seraient négligeables pour les pays à revenu intermédiaire, mais lourds pour les pays pauvres. Une coordination étroite avec le FMI serait nécessaire en raison du lien entre cette option et la question des quotes-parts. Enfin, il faudrait examiner avec soin l'impact probable d'une ASC sur chacun des pays, afin de comprendre son effet sur le renforcement de la voix des pays en développement. L'on devrait évaluer convenablement le fondement financier de l'augmentation du capital, ainsi que la réaction éventuelle des marchés financiers.

⁵ Se reporter à la note précédente pour les conditions relatives à l'approbation par les Gouverneurs.

⁶ Si le modèle précédent des ASC est utilisé, la portion souscrite représenterait 6 % du cours de l'action qui est de 120 635 dollars, dont 10 % serait libellé en dollars et le reste en monnaie nationale.

31. Le problème de la **structure du Conseil** comporte un double volet : les groupes de pays représentés et le nombre des sièges au Conseil. Le premier volet a trait à la question de la sous-représentation et/ou de la surreprésentation de certaines régions au Conseil, établie sur la base du nombre de pays représentés et/ou de leur poids économique relatif. Ce volet touche à un certain nombre de questions complexes d'ordre politique.

32. Le deuxième volet vise à résoudre le problème auquel font face les Administrateurs représentant plus de 20 pays. Les propositions qui ont été examinées portent notamment sur : a) un éventuel accord de principe, par exemple, sur le nombre maximum de pays qu'un seul bureau peut représenter (le chiffre de 16 a été avancé) ; b) la reventilation des pays couverts par les Administrateurs des deux plus grands groupes ; c) la renonciation de certains membres à leur siège au profit d'autres membres ; et d) des mesures qui contribueraient à améliorer l'efficacité et l'efficacité des bureaux des Administrateurs chargés de plus de 20 pays, à défaut de l'adoption des autres propositions mentionnées ci-dessus. La possibilité d'une augmentation du nombre total des sièges a aussi été évoquée.

4. Options à abandonner

33. Compte tenu de la décision des Gouverneurs africains de payer les parts de l'IDA qui leur reviennent (paragraphe 21), l'option relative aux parts de l'IDA perd de sa pertinence. Par ailleurs, l'on a fait comprendre clairement que la proposition d'un fonds fiduciaire financé par les bailleurs de fonds en vue d'aider les pays pauvres à payer les souscriptions de l'IDA ou à acquérir des parts d'adhésion ne bénéficie pas d'un large appui, cette situation s'expliquant en partie par la décision des Gouverneurs africains sus-évoquée. Enfin, l'option d'une réduction sélective du capital est par ailleurs considérée comme non viable et devrait donc être elle aussi abandonnée.

5. Autres options envisageables

34. Certains Administrateurs ont proposé que les options ci-après soient ajoutées, pour examen, à l'ordre du jour de la prochaine série de discussions : a) l'allocation de 50 % du capital de la Banque aux pays en développement et en transition ou d'un pourcentage similaire comme c'est le cas à la MIGA, dans les institutions régionales de financement du développement ainsi qu'au Fonds international de développement agricole ; b) l'ajout obligatoire d'une composante communication à tous les projets financés par la Banque pour faire entendre la voix des pauvres à toutes les étapes du cycle du projet ; c) l'institution d'un processus de sélection des dirigeants des institutions de Bretton Woods qui permet également la candidature des ressortissants des pays en développement et en transition ; d) une meilleure représentation des ressortissants des pays en développement et en transition au niveau de la haute direction des institutions de Bretton Woods ; et e) l'adoption de mesures nécessaires pour améliorer l'efficacité du Conseil.

Cap sur l'avenir

35. La brève présentation qui précède illustre la complexité et la diversité des questions liées au renforcement de la voix des pays en développement. Elle donne par ailleurs à penser qu'il faut

définir un cadre approprié pour l'examen, dans l'avenir, de ces questions. Un tel cadre doit couvrir : a) le rapport entre la Banque et le FMI ; b) l'éventail des options à envisager ; et c) la gestion du processus pour aller de l'avant.

36. **Rapport entre la Banque et le FMI.** Si certaines des options telles que celles relatives à l'IDA sont propres à la Banque et peuvent de ce fait être traitées séparément, beaucoup d'autres comme celles ayant trait à l'allocation du capital de la Banque devraient être étroitement liées à la question fondamentale qui se pose au niveau du FMI, à savoir l'examen de la formule des quotes-parts, compte tenu de son importance et de son rapport avec la structure du capital de la Banque. Les questions liées à la structure du Conseil devraient en outre être abordées conjointement avec le FMI, en sachant que même lors de l'examen des questions propres à la Banque, il serait avantageux et totalement approprié de maintenir une coordination avec le FMI.

37. **Éventail des options.** Dans l'éventail des options à envisager, il faudrait exclure celles évoquées au paragraphe 33 ci-dessus, mais inclure celles qui sont proposées pour la première fois.

38. **Gestion du processus.** Il a été suggéré de poursuivre toutes les mesures engagées ou encore en cours d'examen. Il est également convenu d'approfondir les travaux et les consultations sur les options brièvement décrites aux paragraphes 24 à 32, soit notamment celles touchant aux voix de base et aux parts d'adhésion, aux majorités spéciales, aux augmentations sélectives du capital, à la structure du Conseil et aux autres options proposées au paragraphe 34. Le Conseil rédigerait, pour la réunion du printemps 2005, un rapport qui contiendrait :

a) un rapport d'étape sur les options auxquelles une suite a été donnée ou est en cours d'examen, notamment la souscription des actions de l'IDA et la durée du mandat des Administrateurs ;

b) une évaluation minutieuse des options structurelles nécessitant davantage de consensus : les voix de base, les parts d'adhésion, les majorités spéciales, les augmentations sélectives du capital et la structure du Conseil ; ce rapport évaluera soigneusement les changements nécessaires, leur impact sur le renforcement de la voix des pays en développement, leurs effets probables sur la participation au capital de la Banque — ainsi que sur les processus de gestion de l'institution et la position de celle-ci sur les marchés financiers — et leurs implications pour la coordination avec le FMI ;

c) une évaluation préliminaire des autres options figurant au paragraphe 34 ;

d) des questions précises soumises aux Gouverneurs au sujet des options dont l'examen devrait être approfondi et le délai accordé à cette fin.

39. Pour les réunions annuelles 2005, un rapport serait élaboré sur la base des directives fournies lors des réunions du printemps 2005.

Directives sollicitées du Conseil des Gouverneurs

40. L'approche présentée ici aux paragraphes 35 à 39 est celle que se propose de suivre la majorité des membres du Conseil. Le Conseil des Administrateurs apprécierait l'appui des Gouverneurs à cette approche, ainsi que des directives précises sur la meilleure manière d'aller de l'avant qui garantit par ailleurs une action coordonnée de la part des Conseils de la Banque et du FMI.

**Rapport de la Conférence internationale sur le financement du développement
Monterrey, Mexique, 18 - 22 mars 2002 (extrait)**

62. Nous soulignons la nécessité d'élargir et de renforcer la participation des pays en développement et en transition aux processus de prise de décisions et de fixation de normes internationales dans le domaine économique. À ces fins, nous sommes également en faveur de nouvelles mesures pour aider ces pays à renforcer leur capacité de participer utilement aux délibérations dans les enceintes multilatérales.

63. L'une des priorités est de trouver des moyens pragmatiques et novateurs pour accroître encore la participation effective des pays en développement et en transition aux dialogues et processus de prise de décisions internationaux. Dans le cadre du mandat et dans la limite des moyens des institutions et instances concernées, nous recommandons les mesures suivantes :

- Fonds monétaire international et Banque mondiale : continuer à accroître la participation de tous les pays en développement et en transition à leur processus de prise de décisions et renforcer ainsi le dialogue international et les travaux entrepris par ces institutions pour répondre aux besoins et aux préoccupations de ces pays en matière de développement;

Récapitulatif des options

| OPTIONS | IMPACT | COMMENTAIRES | MESURE NÉCESSAIRE |
|---|---|--|--|
| 1. Options auxquelles une suite a été donnée | | | |
| 1. Droits de vote IDA - Les pays de la Deuxième partie souscrivent les parts qui leur sont allouées | <ul style="list-style-type: none"> Les pays de la Deuxième partie souscrivent les parts déjà allouées. Si toutes les parts allouées sont souscrites, le pouvoir de vote des pays de la Deuxième partie passe de 38 % à 48 %. | <ul style="list-style-type: none"> Tant que les pays de la Deuxième partie ne souscrivent pas les parts qui leur sont allouées, ils ne bénéficient pas de l'augmentation correspondante des droits de vote. Le coût de la souscription est fixé à un niveau nominal (25 dollars par voix) à chaque reconstitution des ressources de l'IDA. Ces souscriptions démontreraient la nature coopérative de l'IDA. | <ul style="list-style-type: none"> Les parts sont souscrites par les pays de la Deuxième partie qui ne l'ont pas encore fait. |
| 2. Options où la suite à donner est en cours d'examen | | | |
| 2. Durée du mandat des Administrateurs allongée de trois ans | <ul style="list-style-type: none"> Permet de disposer de voix plus expérimentées et plus influentes au Conseil | <ul style="list-style-type: none"> Les groupes peuvent actuellement ajuster la durée des mandats, de telle sorte que certains Administrateurs siègent au Conseil pendant plus de deux ans et d'autres moins de deux ans. Peut-on obtenir le même résultat par des accords informels à l'intérieur des groupes et entre les groupes ? | <ul style="list-style-type: none"> Amendement des Statuts* OU Accords informels à l'intérieur des groupes et entre les groupes |
| 3. Options nécessitant davantage d'efforts pour parvenir à un consensus | | | |
| 3. Augmentation du nombre des voix de base | <ul style="list-style-type: none"> Doublément des voix de base à 92 000 : la part des <i>pays en développement dans le total</i> des voix passe de 40 à 41%. Augmentation de la proportion des voix de base à 10 % du total : part des pays en développement = 43 % | <ul style="list-style-type: none"> Aucun coût pour les membres Il n'est pas remédié aux cas particuliers de sous-représentation | <ul style="list-style-type: none"> Amendement des Statuts* |
| 3. Options nécessitant davantage d'efforts pour parvenir à un consensus (suite) | | | |
| 4. Majorités spéciales (pour faire en sorte que les pays en développement et en | <ul style="list-style-type: none"> Certaines décisions doivent se prendre avec un large soutien des pays en développement et en | <ul style="list-style-type: none"> Accroîtrait le besoin d'obtenir l'appui des pays en développement à des décisions précises Pourrait permettre à un petit groupe de | <ul style="list-style-type: none"> Amendement des Statuts* |

* Pour amender les Statuts de la BIRD, il faut l'accord du Conseil des Gouverneurs ET de trois cinquièmes des pays membres détenant 85 % des voix attribuées.

* Pour amender les Statuts de la BIRD, il faut l'accord du Conseil des Gouverneurs ET de trois cinquièmes des pays membres détenant 85 % des voix attribuées.

* Toute augmentation du capital requiert l'approbation du Conseil des Gouverneurs à une majorité de 75% des voix attribuées.

| | | | |
|--|--|--|--|
| transition représentent une proportion donnée de tout vote majoritaire) | transition | pays de bloquer les décisions prises par un plus grand groupe • Nécessitera un accord sur les définitions juridiques d'une nouvelle catégorie de membres ET sur un ensemble de décisions exigeant une nouvelle majorité | |
| 5. Augmentation sélective du capital – quotas-parts calculées/RNB | • Les (28) pays en développement sous- représentés peuvent acquérir 79 957 parts de la BIRD au total : la proportion des parts détenues par les pays en développement passe de 40% à 42,8 % (si toutes les parts sont souscrites) | • Pour établir qu'il y a sous- représentation, on s'est basé, dans la dernière ASC, sur le ratio entre les parts de la BIRD détenues par le pays et sa quote-part calculée (QPC) au FMI ou son PNB (maintenant RNB). • Coût financier lié à l'acquisition des parts et aux engagements conditionnels correspondants • Modification du classement des pays | • Approbation du Conseil des Gouverneurs ⁺ • Les membres qui ne souscrivent pas acceptent de ne pas exercer leurs droits de préemption |
| 6. Augmentation sélective du capital – parité du pouvoir d'achat (PPP) | • Les (34) pays en développement sous- représentés peuvent acquérir 291 000 parts de la BIRD au total : changements importants dans le classement des pays | • L'utilisation de la méthodologie PPA romprait avec la pratique établie et pourrait créer des problèmes dans d'autres calculs actuellement basés sur le RNB par habitant ou la QPC. • Comme dans l'option précédente, coût financier et engagement conditionnel • De toutes les options, celle-ci aurait le plus d'impact sur le classement des pays | • Approbation du Conseil des Gouverneurs ⁺ • Les membres qui ne souscrivent pas acceptent de ne pas exercer leurs droits de préemption |
| 3. Options nécessitant davantage d'efforts pour parvenir à un consensus (suite) | | | |
| 7. Augmentation du nombre des parts d'adhésion | • Doublement des parts d'adhésion en créant 250 parts par membre : la proportion des voix détenues par les pays en développement passerait de 40 % à 41 % | • Engagement conditionnel pour les membres (USD 30 millions par lot de 250 parts) • Ne résoudrait pas le problème de la sous-représentation de certains pays | • Approbation du Conseil des Gouverneurs ⁺ |
| 8. Combinaison d'options | • Combiner une ASC- RNB/QPC à une augmentation des parts | • Voir les commentaires ci-dessus sur les options. | • Approbation du Conseil des Gouverneurs ⁺ |

⁺ Toute augmentation du capital requiert l'approbation du Conseil des Gouverneurs à une majorité de 75 % des voix attribuées.

⁺ Toute augmentation du capital requiert l'approbation du Conseil des Gouverneurs à une majorité de 75 % des voix attribuées.

⁺ Toute augmentation du capital requiert l'approbation du Conseil des Gouverneurs à une majorité de 75 % voix attribuées.

⁺ Pour amender les Statuts de la BIRD, il faut l'accord du Conseil des Gouverneurs ET de trois cinquièmes des pays membres détenant 85 % des voix attribuées.

| | | | |
|---|---|---|---|
| | d'adhésion : la proportion des parts des pays en développement passe à 44,3 % OU • Autres permutations | | • Les membres qui ne souscrivent pas acceptent de ne pas exercer leurs droits de préemption |
| 9. Sièges au Conseil – Accord sur le principe qu'aucun Administrateur ne devrait représenter plus de 16 pays | • Renforcer la voix des pays de l'Afrique subsaharienne et des pays en développement | Cette décision est-elle encore nécessaire après la récente augmentation des effectifs dans les deux plus grands groupes ? • Faut-il créer un nouveau siège ou peut-on trouver un ou plusieurs volontaires qui renonceraient à leur siège ? | |
| 4. Options à abandonner | | | |
| 10. Diminution sélective du capital | • Les pays surreprésentés vendent des parts à la Banque, laquelle les vend à son tour aux pays sous-représentés, ce qui permet de corriger les distorsions de pouvoir de vote | • Il risque de ne pas y avoir suffisamment de volontaires pour obtenir un impact sur le pouvoir de vote relatif. • Serait un moyen utile de corriger les cas de surreprésentation marquée sans avoir à procéder à une augmentation de capital qui n'est pas nécessaire. • Seules les parts des pays concernés changeraient. • Les modalités seraient complexes et prendraient du temps, notamment pour déterminer le juste prix des parts. | • Accord entre les pays membres participants • L'approbation des Administrateurs peut être requise |
| 11 Fonds fiduciaire financé par les bailleurs de fonds | • Les pays bailleurs de fonds contribuent au fonds fiduciaire en vue d'aider les pays pauvres à acquérir des parts d'adhésion ou des parts ordinaires. | • Les actionnaires plus riches auraient ainsi un moyen concret de fournir une aide directe à leurs partenaires des pays en développement. • Le fonds pourrait aussi être utilisé pour les souscriptions des pays de la Deuxième partie à l'IDA (voir point 1 ci-dessus). | |
| 5. Autres options envisageables | | | |
| <p>Au cours des différentes délibérations, les options ci-après ont été proposées à des fins d'examen : i) allocation de 50 % du capital de la Banque aux pays en développement et en transition ; ii) ajout obligatoire d'une composante communication à tous les projets financés par la Banque afin que la voix des pauvres se fasse entendre à toutes les étapes du cycle du projet ; iii) modification du processus de sélection des dirigeants des institutions de Bretton Woods afin de permettre aux ressortissants des pays en développement et en transition de se porter candidats eux aussi et, ce faisant, de dissiper l'impression que les dirigeants des deux institutions jumelles devraient provenir uniquement de certaines régions précises ; et iv) une meilleure représentation des ressortissants des pays en développement et en transition au niveau de la haute direction des institutions de Bretton Woods. Faute de temps, ces options n'ont pas encore fait l'objet d'une évaluation.</p> | | | |

TABLEAU 1

**ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT
PARTICIPATION AU CAPITAL ET NOMBRE TOTAL DE VOIX PAR PAYS MEMBRE**

(27 août 2004)

| Membre* | Nombre total de voix actuel | | | |
|---|-----------------------------|--------------|----------------|---------------------|
| | Nbr.de parts | Voix de base | Total des voix | % du total des voix |
| Pays développés (Revenu élevé) | | | | |
| AUSTRALIE | 24,464 | 250 | 24,714 | 1.53% |
| AUTRICHE | 11,063 | 250 | 11,313 | 0.70% |
| BAHAMAS, LES | 1,071 | 250 | 1,321 | 0.08% |
| BAHRÉÏN | 1,103 | 250 | 1,353 | 0.08% |
| BELGIQUE | 28,983 | 250 | 29,233 | 1.81% |
| BRUNÉI DARUSSALAM | 2,373 | 250 | 2,623 | 0.16% |
| CANADA | 44,795 | 250 | 45,045 | 2.78% |
| CHYPRE | 1,461 | 250 | 1,711 | 0.11% |
| DANEMARK | 13,451 | 250 | 13,701 | 0.85% |
| FINLANDE | 8,560 | 250 | 8,810 | 0.54% |
| FRANCE | 69,397 | 250 | 69,647 | 4.30% |
| ALLEMAGNE | 72,399 | 250 | 72,649 | 4.49% |
| GRÈCE | 1,684 | 250 | 1,934 | 0.12% |
| ISLANDE | 1,258 | 250 | 1,508 | 0.09% |
| IRLANDE | 5,271 | 250 | 5,521 | 0.34% |
| ISRAËL | 4,750 | 250 | 5,000 | 0.31% |
| ITALIE | 44,795 | 250 | 45,045 | 2.78% |
| JAPON | 127,000 | 250 | 127,250 | 7.86% |
| CORÉE, RÉPUBLIQUE DE | 15,817 | 250 | 16,067 | 0.99% |
| KOWAÏT | 13,280 | 250 | 13,530 | 0.84% |
| LUXEMBOURG | 1,652 | 250 | 1,902 | 0.12% |
| PAYS-BAS | 35,503 | 250 | 35,753 | 2.21% |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | 7,236 | 250 | 7,486 | 0.46% |
| NORVÈGE | 9,982 | 250 | 10,232 | 0.63% |
| PORTUGAL | 5,460 | 250 | 5,710 | 0.35% |
| QATAR | 1,096 | 250 | 1,346 | 0.08% |
| SAINT-MARIN | 595 | 250 | 845 | 0.05% |
| SINGAPOUR | 320 | 250 | 570 | 0.04% |
| SLOVÉNIE | 1,261 | 250 | 1,511 | 0.09% |
| ESPAGNE | 27,997 | 250 | 28,247 | 1.75% |
| SUÈDE | 14,974 | 250 | 15,224 | 0.94% |
| SUISSE | 26,606 | 250 | 26,856 | 1.66% |
| ÉMIRATS ARABES UNIS | 2,385 | 250 | 2,635 | 0.16% |
| ROYAUME-UNI DE GRANDE BRETAGNE ET | 69,397 | 250 | 69,647 | 4.30% |
| ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE | 264,969 | 250 | 265,219 | 16.39% |
| Pays (35) | 962,408 | 8,750 | 971,158 | 60.00% |
| Pays en développement (Revenu faible et intermédiaire) | | | | |
| AFGHANISTAN | 300 | 250 | 550 | 0.03% |
| ALBANIE | 830 | 250 | 1,080 | 0.07% |
| ALGÉRIE | 9,252 | 250 | 9,502 | 0.59% |
| ANGOLA | 2,676 | 250 | 2,926 | 0.18% |
| ANTIGUA-ET-BARBUDA | 520 | 250 | 770 | 0.05% |
| ARGENTINE | 17,911 | 250 | 18,161 | 1.12% |
| ARMÉNIE | 1,139 | 250 | 1,389 | 0.09% |
| AZERBAÏDJAN | 1,646 | 250 | 1,896 | 0.12% |
| BANGLADESH | 4,854 | 250 | 5,104 | 0.32% |
| BARBADES | 948 | 250 | 1,198 | 0.07% |
| BÉLARUS | 3,323 | 250 | 3,573 | 0.22% |
| BÉLIZE | 586 | 250 | 836 | 0.05% |
| BÉNIN | 868 | 250 | 1,118 | 0.07% |
| BHOUTAN | 479 | 250 | 729 | 0.05% |
| BOLIVIE | 1,785 | 250 | 2,035 | 0.13% |
| BOSNIE-HERZÉGOVINE | 549 | 250 | 799 | 0.05% |
| BOTSWANA | 615 | 250 | 865 | 0.05% |
| BRÉSIL | 33,287 | 250 | 33,537 | 2.07% |
| BULGARIE | 5,215 | 250 | 5,465 | 0.34% |
| BURKINA FASO | 868 | 250 | 1,118 | 0.07% |
| BURUNDI | 716 | 250 | 966 | 0.06% |

| Membre* | Nbr.de parts | Voix de base | Total des voix | % du total des voix |
|----------------------------------|---------------------|---------------------|-----------------------|----------------------------|
| CAMBODGE | 214 | 250 | 464 | 0.03% |
| CAMEROUN | 1,527 | 250 | 1,777 | 0.11% |
| CAP-VERT | 508 | 250 | 758 | 0.05% |
| RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE | 862 | 250 | 1,112 | 0.07% |
| TCHAD | 862 | 250 | 1,112 | 0.07% |
| CHILI | 6,931 | 250 | 7,181 | 0.44% |
| CHINE | 44,799 | 250 | 45,049 | 2.78% |
| COLOMBIE | 6,352 | 250 | 6,602 | 0.41% |
| COMORES | 282 | 250 | 532 | 0.03% |
| CONGO, RÉP. DÉMOCRATIQUE DU | 2,643 | 250 | 2,893 | 0.18% |
| CONGO, RÉPUBLIQUE DU | 927 | 250 | 1,177 | 0.07% |
| COSTA RICA | 233 | 250 | 483 | 0.03% |
| CÔTE D'IVOIRE | 2,516 | 250 | 2,766 | 0.17% |
| CROATIE | 2,293 | 250 | 2,543 | 0.16% |
| RÉPUBLIQUE TCHÈQUE | 6,308 | 250 | 6,558 | 0.41% |
| DJIBOUTI | 559 | 250 | 809 | 0.05% |
| DOMINIQUE | 504 | 250 | 754 | 0.05% |
| RÉPUBLIQUE DOMINICAINE | 2,092 | 250 | 2,342 | 0.14% |
| EQUATEUR | 2,771 | 250 | 3,021 | 0.19% |
| ÉGYPTE | 7,108 | 250 | 7,358 | 0.45% |
| EL SALVADOR | 141 | 250 | 391 | 0.02% |
| GUINÉE ÉQUATORIALE | 715 | 250 | 965 | 0.06% |
| ÉRYTHRÉE | 593 | 250 | 843 | 0.05% |
| ESTONIE | 923 | 250 | 1,173 | 0.07% |
| ÉTHIOPIE | 978 | 250 | 1,228 | 0.08% |
| FIDJI | 987 | 250 | 1,237 | 0.08% |
| GABON | 987 | 250 | 1,237 | 0.08% |
| GAMBIE | 543 | 250 | 793 | 0.05% |
| GEORGIE | 1,584 | 250 | 1,834 | 0.11% |
| GHANA | 1,525 | 250 | 1,775 | 0.11% |
| GRENADE | 531 | 250 | 781 | 0.05% |
| GUATEMALA | 2,001 | 250 | 2,251 | 0.14% |
| GUINÉE | 1,292 | 250 | 1,542 | 0.10% |
| GUINÉE-BISSAU | 540 | 250 | 790 | 0.05% |
| GUYANA | 1,058 | 250 | 1,308 | 0.08% |
| HAÏTI | 1,067 | 250 | 1,317 | 0.08% |
| HONDURAS | 641 | 250 | 891 | 0.06% |
| HONGRIE | 8,050 | 250 | 8,300 | 0.51% |
| INDE | 44,795 | 250 | 45,045 | 2.78% |
| INDONÉSIE | 14,981 | 250 | 15,231 | 0.94% |
| IRAN, RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE | 23,686 | 250 | 23,936 | 1.48% |
| IRAQ | 2,808 | 250 | 3,058 | 0.19% |
| JAMAÏQUE | 2,578 | 250 | 2,828 | 0.17% |
| JORDANIE | 1,388 | 250 | 1,638 | 0.10% |
| KAZAKHSTAN | 2,985 | 250 | 3,235 | 0.20% |
| KENYA | 2,461 | 250 | 2,711 | 0.17% |
| KIRIBATI | 465 | 250 | 715 | 0.04% |
| KIRGHIZISTAN | 1,107 | 250 | 1,357 | 0.08% |
| LAO, RÉP. DÉMOCRATIQUE POPULAIRE | 178 | 250 | 428 | 0.03% |
| LETTONIE | 1,384 | 250 | 1,634 | 0.10% |
| LIBAN | 340 | 250 | 590 | 0.04% |
| LESOTHO | 663 | 250 | 913 | 0.06% |
| LIBÉRIA | 463 | 250 | 713 | 0.04% |
| JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE | 7,840 | 250 | 8,090 | 0.50% |
| LITUANIE | 1,507 | 250 | 1,757 | 0.11% |
| MACÉDOINE, L'EX-RÉP. YOUGOSLAVE | 427 | 250 | 677 | 0.04% |
| MADAGASCAR | 1,422 | 250 | 1,672 | 0.10% |
| MALAWI | 1,094 | 250 | 1,344 | 0.08% |
| MALAISIE | 8,244 | 250 | 8,494 | 0.52% |
| MALDIVES | 469 | 250 | 719 | 0.04% |
| MALI | 1,162 | 250 | 1,412 | 0.09% |
| MALTE | 1,074 | 250 | 1,324 | 0.08% |
| ÎLES MARSHALL | 469 | 250 | 719 | 0.04% |
| MAURITANIE | 900 | 250 | 1,150 | 0.07% |
| MAURICE | 1,242 | 250 | 1,492 | 0.09% |
| MEXIQUE | 18,804 | 250 | 19,054 | 1.18% |
| MICRONÉSIE, ÉTATS FÉDÉRÉS DE | 479 | 250 | 729 | 0.05% |
| MOLDOVA | 1,368 | 250 | 1,618 | 0.10% |
| MONGOLIE | 466 | 250 | 716 | 0.04% |
| MAROC | 4,973 | 250 | 5,223 | 0.32% |

| Membre* | Nbr.de parts | Voix de base | Total des voix | % du total des voix |
|---------------------------------|---------------------|---------------------|-----------------------|----------------------------|
| MOZAMBIQUE | 930 | 250 | 1,180 | 0.07% |
| MYANMAR | 2,484 | 250 | 2,734 | 0.17% |
| NAMIBIE | 1,523 | 250 | 1,773 | 0.11% |
| NÉPAL | 968 | 250 | 1,218 | 0.08% |
| NICARAGUA | 608 | 250 | 858 | 0.05% |
| NIGER | 852 | 250 | 1,102 | 0.07% |
| NIGÉRIA | 12,655 | 250 | 12,905 | 0.80% |
| OMAN | 1,561 | 250 | 1,811 | 0.11% |
| PAKISTAN | 9,339 | 250 | 9,589 | 0.59% |
| PALAO | 16 | 250 | 266 | 0.02% |
| PANAMA | 385 | 250 | 635 | 0.04% |
| PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE | 1,294 | 250 | 1,544 | 0.10% |
| PARAGUAY | 1,229 | 250 | 1,479 | 0.09% |
| PÉROU | 5,331 | 250 | 5,581 | 0.34% |
| PHILIPPINES | 6,844 | 250 | 7,094 | 0.44% |
| POLOGNE | 10,908 | 250 | 11,158 | 0.69% |
| ROUMANIE | 4,011 | 250 | 4,261 | 0.26% |
| FÉDÉRATION DE RUSSIE | 44,795 | 250 | 45,045 | 2.78% |
| RWANDA | 1,046 | 250 | 1,296 | 0.08% |
| SAMOA | 531 | 250 | 781 | 0.05% |
| SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE | 495 | 250 | 745 | 0.05% |
| ARABIE SAOUDITE | 44,795 | 250 | 45,045 | 2.78% |
| SÉNÉGAL | 2,072 | 250 | 2,322 | 0.14% |
| SERBIE-ET-MONTÉNÉGRE | 2,846 | 250 | 3,096 | 0.19% |
| SEYCHELLES | 263 | 250 | 513 | 0.03% |
| SIERRA LEONE | 718 | 250 | 968 | 0.06% |
| SLOVAQUIE | 3,216 | 250 | 3,466 | 0.21% |
| ÎLES SALOMON | 513 | 250 | 763 | 0.05% |
| SOMALIE | 552 | 250 | 802 | 0.05% |
| AFRIQUE DU SUD | 13,462 | 250 | 13,712 | 0.85% |
| SRI LANKA | 3,817 | 250 | 4,067 | 0.25% |
| SAINT-KITTS-ET-NEVIS | 275 | 250 | 525 | 0.03% |
| SAINTE-LUCIE | 552 | 250 | 802 | 0.05% |
| SAINT-VINCENT-ET-LES-GRENADINES | 278 | 250 | 528 | 0.03% |
| SOUDAN | 850 | 250 | 1,100 | 0.07% |
| SURINAME | 412 | 250 | 662 | 0.04% |
| SWAZILAND | 440 | 250 | 690 | 0.04% |
| RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE | 2,202 | 250 | 2,452 | 0.15% |
| TADJIKISTAN | 1,060 | 250 | 1,310 | 0.08% |
| TANZANIE | 1,295 | 250 | 1,545 | 0.10% |
| THAÏLANDE | 6,349 | 250 | 6,599 | 0.41% |
| TIMOR ORIENTAL | 517 | 250 | 767 | 0.05% |
| TOGO | 1,105 | 250 | 1,355 | 0.08% |
| TONGA | 494 | 250 | 744 | 0.05% |
| TRINITÉ-ET-TOBAGO | 2,664 | 250 | 2,914 | 0.18% |
| TUNISIE | 719 | 250 | 969 | 0.06% |
| TURQUIE | 8,328 | 250 | 8,578 | 0.53% |
| TURKMÉNISTAN | 526 | 250 | 776 | 0.05% |
| OUGANDA | 617 | 250 | 867 | 0.05% |
| UKRAINE | 10,908 | 250 | 11,158 | 0.69% |
| URUGUAY | 2,812 | 250 | 3,062 | 0.19% |
| OUZBÉKISTAN | 2,493 | 250 | 2,743 | 0.17% |
| VANUATU | 586 | 250 | 836 | 0.05% |
| VENEZUELA | 20,361 | 250 | 20,611 | 1.27% |
| VIET NAM | 968 | 250 | 1,218 | 0.08% |
| YÉMEN | 2,212 | 250 | 2,462 | 0.15% |
| ZAMBIE | 2,810 | 250 | 3,060 | 0.19% |
| ZIMBABWE | 3,325 | 250 | 3,575 | 0.22% |
| Pays (149) | 610,253 | 37,250 | 647,503 | 40.00% |
| Total | 1,572,661 | 46,000 | 1,618,661 | 100.00% |

* Niveaux de revenu à la phase initiale de développement, sur la base des indicateurs du World Development Indicators, avril 2003.

TABLEAU 2

**BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT
PARTICIPATION AU CAPITAL ET NOMBRE TOTAL DE VOIX PAR PAYS MEMBRE**

(Hypothèse: 250 voix de base supplémentaires)

| Membre* | Nombre total de voix | | | | |
|--|----------------------|--------------|------------------------------------|----------------|---------------------|
| | Nbr. de parts | Voix de base | Voix de <i>Basic</i> <i>suppl.</i> | Total des voix | % du total des voix |
| <u>Pays développés (Revenu élevé)</u> | | | | | |
| AUSTRALIE | 24,464 | 250 | 250 | 24,964 | 1.50% |
| AUTRICHE | 11,063 | 250 | 250 | 11,563 | 0.69% |
| BAHAMAS, LES | 1,071 | 250 | 250 | 1,571 | 0.09% |
| BAHREÏN | 1,103 | 250 | 250 | 1,603 | 0.10% |
| BELGIQUE | 28,983 | 250 | 250 | 29,483 | 1.77% |
| BRUNÉI DARUSSALAM | 2,373 | 250 | 250 | 2,873 | 0.17% |
| CANADA | 44,795 | 250 | 250 | 45,295 | 2.72% |
| CHYPRE | 1,461 | 250 | 250 | 1,961 | 0.12% |
| DANEMARK | 13,451 | 250 | 250 | 13,951 | 0.84% |
| FINLANDE | 8,560 | 250 | 250 | 9,060 | 0.54% |
| FRANCE | 69,397 | 250 | 250 | 69,897 | 4.20% |
| ALLEMAGNE | 72,399 | 250 | 250 | 72,899 | 4.38% |
| GRÈCE | 1,684 | 250 | 250 | 2,184 | 0.13% |
| ISLANDE | 1,258 | 250 | 250 | 1,758 | 0.11% |
| IRLANDE | 5,271 | 250 | 250 | 5,771 | 0.35% |
| ISRAËL | 4,750 | 250 | 250 | 5,250 | 0.32% |
| ITALIE | 44,795 | 250 | 250 | 45,295 | 2.72% |
| JAPON | 127,000 | 250 | 250 | 127,500 | 7.66% |
| CORÉE, RÉPUBLIQUE DE | 15,817 | 250 | 250 | 16,317 | 0.98% |
| KOWEÏT | 13,280 | 250 | 250 | 13,780 | 0.83% |
| LUXEMBOURG | 1,652 | 250 | 250 | 2,152 | 0.13% |
| PAYS-BAS | 35,503 | 250 | 250 | 36,003 | 2.16% |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | 7,236 | 250 | 250 | 7,736 | 0.46% |
| NORVÈGE | 9,982 | 250 | 250 | 10,482 | 0.63% |
| PORTUGAL | 5,460 | 250 | 250 | 5,960 | 0.36% |
| QATAR | 1,096 | 250 | 250 | 1,596 | 0.10% |
| SAINT-MARIN | 595 | 250 | 250 | 1,095 | 0.07% |
| SINGAPOUR | 320 | 250 | 250 | 820 | 0.05% |
| SLOVÉNIE | 1,261 | 250 | 250 | 1,761 | 0.11% |
| ESPAGNE | 27,997 | 250 | 250 | 28,497 | 1.71% |
| SUÈDE | 14,974 | 250 | 250 | 15,474 | 0.93% |
| SUISSE | 26,606 | 250 | 250 | 27,106 | 1.63% |
| EMIRATS ARABES UNIS | 2,385 | 250 | 250 | 2,885 | 0.17% |
| ROYAUME-UNI DE GRANDE BRETAGNE ET I Etats-Unis D'AMÉRIQUE | 69,397 | 250 | 250 | 69,897 | 4.20% |
| | 264,969 | 250 | 250 | 265,469 | 15.95% |
| Pays (35) | 962,408 | 8,750 | 8,750 | 979,908 | 58.87% |
| <u>Pays en développement (Revenu faible et intermédiaire)</u> | | | | | |
| AFGHANISTAN | 300 | 250 | 250 | 800 | 0.05% |
| ALBANIE | 830 | 250 | 250 | 1,330 | 0.08% |
| ALGÉRIE | 9,252 | 250 | 250 | 9,752 | 0.59% |
| ANGOLA | 2,676 | 250 | 250 | 3,176 | 0.19% |
| ANTIGUA-ET-BARBUDA | 520 | 250 | 250 | 1,020 | 0.06% |
| ARGENTINE | 17,911 | 250 | 250 | 18,411 | 1.11% |
| ARMÉNIE | 1,139 | 250 | 250 | 1,639 | 0.10% |
| AZERBAÏDJAN | 1,646 | 250 | 250 | 2,146 | 0.13% |
| BANGLADESH | 4,854 | 250 | 250 | 5,354 | 0.32% |
| BARBADES | 948 | 250 | 250 | 1,448 | 0.09% |
| BÉLARUS | 3,323 | 250 | 250 | 3,823 | 0.23% |
| BÉLIZE | 586 | 250 | 250 | 1,086 | 0.07% |
| BÉNIN | 868 | 250 | 250 | 1,368 | 0.08% |
| BHOUTAN | 479 | 250 | 250 | 979 | 0.06% |
| BOLIVIE | 1,785 | 250 | 250 | 2,285 | 0.14% |
| BOSNIE-ET-HERZÉGOVINE | 549 | 250 | 250 | 1,049 | 0.06% |
| BOTSWANA | 615 | 250 | 250 | 1,115 | 0.07% |
| BRÉSIL | 33,287 | 250 | 250 | 33,787 | 2.03% |
| BULGARIE | 5,215 | 250 | 250 | 5,715 | 0.34% |
| BURKINA FASO | 868 | 250 | 250 | 1,368 | 0.08% |

| <u>Membre*</u> | <u>Nbr. de parts</u> | <u>Voix de base</u> | <u>Voix de Basic suppl.</u> | <u>Total des voix</u> | <u>% du total des voix</u> |
|----------------------------------|----------------------|---------------------|-----------------------------|-----------------------|----------------------------|
| BURUNDI | 716 | 250 | 250 | 1,216 | 0.07% |
| CAMBODGE | 214 | 250 | 250 | 714 | 0.04% |
| CAMEROUN | 1,527 | 250 | 250 | 2,027 | 0.12% |
| CAP-VERT | 508 | 250 | 250 | 1,008 | 0.06% |
| RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE | 862 | 250 | 250 | 1,362 | 0.08% |
| TCHAD | 862 | 250 | 250 | 1,362 | 0.08% |
| CHILI | 6,931 | 250 | 250 | 7,431 | 0.45% |
| CHINE | 44,799 | 250 | 250 | 45,299 | 2.72% |
| COLOMBIE | 6,352 | 250 | 250 | 6,852 | 0.41% |
| COMORES | 282 | 250 | 250 | 782 | 0.05% |
| CONGO, RÉP. DÉMOCRATIQUE DU | 2,643 | 250 | 250 | 3,143 | 0.19% |
| CONGO, RÉPUBLIQUE DU | 927 | 250 | 250 | 1,427 | 0.09% |
| COSTA RICA | 233 | 250 | 250 | 733 | 0.04% |
| CÔTE D'IVOIRE | 2,516 | 250 | 250 | 3,016 | 0.18% |
| CROATIE | 2,293 | 250 | 250 | 2,793 | 0.17% |
| RÉPUBLIQUE TCHÈQUE | 6,308 | 250 | 250 | 6,808 | 0.41% |
| DJIBOUTI | 559 | 250 | 250 | 1,059 | 0.06% |
| DOMINIQUE | 504 | 250 | 250 | 1,004 | 0.06% |
| RÉPUBLIQUE DOMINICAINE | 2,092 | 250 | 250 | 2,592 | 0.16% |
| ÉQUATEUR | 2,771 | 250 | 250 | 3,271 | 0.20% |
| ÉGYPTE | 7,108 | 250 | 250 | 7,608 | 0.46% |
| EL SALVADOR | 141 | 250 | 250 | 641 | 0.04% |
| GUINÉE ÉQUATORIALE | 715 | 250 | 250 | 1,215 | 0.07% |
| ÉRYTHRÉE | 593 | 250 | 250 | 1,093 | 0.07% |
| ESTONIE | 923 | 250 | 250 | 1,423 | 0.09% |
| ÉTHIOPIE | 978 | 250 | 250 | 1,478 | 0.09% |
| FIDJI | 987 | 250 | 250 | 1,487 | 0.09% |
| GABON | 987 | 250 | 250 | 1,487 | 0.09% |
| GAMBIE | 543 | 250 | 250 | 1,043 | 0.06% |
| GEORGIE | 1,584 | 250 | 250 | 2,084 | 0.13% |
| GHANA | 1,525 | 250 | 250 | 2,025 | 0.12% |
| GRENADE | 531 | 250 | 250 | 1,031 | 0.06% |
| GUATEMALA | 2,001 | 250 | 250 | 2,501 | 0.15% |
| GUINÉE | 1,292 | 250 | 250 | 1,792 | 0.11% |
| GUINÉE-BISSAU | 540 | 250 | 250 | 1,040 | 0.06% |
| GUYANA | 1,058 | 250 | 250 | 1,558 | 0.09% |
| HAÏTI | 1,067 | 250 | 250 | 1,567 | 0.09% |
| HONDURAS | 641 | 250 | 250 | 1,141 | 0.07% |
| HONGRIE | 8,050 | 250 | 250 | 8,550 | 0.51% |
| INDE | 44,795 | 250 | 250 | 45,295 | 2.72% |
| INDONÉSIE | 14,981 | 250 | 250 | 15,481 | 0.93% |
| IRAN, RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE | 23,686 | 250 | 250 | 24,186 | 1.45% |
| IRAQ | 2,808 | 250 | 250 | 3,308 | 0.20% |
| JAMAÏQUE | 2,578 | 250 | 250 | 3,078 | 0.18% |
| JORDANIE | 1,388 | 250 | 250 | 1,888 | 0.11% |
| KAZAKHSTAN | 2,985 | 250 | 250 | 3,485 | 0.21% |
| KENYA | 2,461 | 250 | 250 | 2,961 | 0.18% |
| KIRIBATI | 465 | 250 | 250 | 965 | 0.06% |
| KIRGHIZISTAN | 1,107 | 250 | 250 | 1,607 | 0.10% |
| LAO, RÉP. DÉMOCRATIQUE POPULAIRE | 178 | 250 | 250 | 678 | 0.04% |
| LETONIE | 1,384 | 250 | 250 | 1,884 | 0.11% |
| LIBAN | 340 | 250 | 250 | 840 | 0.05% |
| LESOTHO | 663 | 250 | 250 | 1,163 | 0.07% |
| LIBÉRIA | 463 | 250 | 250 | 963 | 0.06% |
| JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE | 7,840 | 250 | 250 | 8,340 | 0.50% |
| LITUANIE | 1,507 | 250 | 250 | 2,007 | 0.12% |
| MACÉDOINE, L'EX-RÉP. YOUGOSLAVE | 427 | 250 | 250 | 927 | 0.06% |
| MADAGASCAR | 1,422 | 250 | 250 | 1,922 | 0.12% |
| MALAWI | 1,094 | 250 | 250 | 1,594 | 0.10% |
| MALAISIE | 8,244 | 250 | 250 | 8,744 | 0.53% |
| MALDIVES | 469 | 250 | 250 | 969 | 0.06% |
| MALI | 1,162 | 250 | 250 | 1,662 | 0.10% |
| MALTE | 1,074 | 250 | 250 | 1,574 | 0.09% |
| ÎLES MARSHALL | 469 | 250 | 250 | 969 | 0.06% |
| MAURITANIE | 900 | 250 | 250 | 1,400 | 0.08% |
| MAURICE | 1,242 | 250 | 250 | 1,742 | 0.10% |
| Mexique | 18,804 | 250 | 250 | 19,304 | 1.16% |
| MICRONÉSIE, ÉTATS FÉDÉRÉS DE | 479 | 250 | 250 | 979 | 0.06% |
| MOLDOVA | 1,368 | 250 | 250 | 1,868 | 0.11% |
| MONGOLIE | 466 | 250 | 250 | 966 | 0.06% |

| <u>Membre*</u> | <u>Nbr. de parts</u> | <u>Voix de base</u> | <u>Voix de Basic suppl.</u> | <u>Total des voix</u> | <u>% du total des voix</u> |
|---------------------------------|----------------------|---------------------|-----------------------------|-----------------------|----------------------------|
| MAROC | 4,973 | 250 | 250 | 5,473 | 0.33% |
| MOZAMBIQUE | 930 | 250 | 250 | 1,430 | 0.09% |
| MYANMAR | 2,484 | 250 | 250 | 2,984 | 0.18% |
| NAMIBIE | 1,523 | 250 | 250 | 2,023 | 0.12% |
| NÉPAL | 968 | 250 | 250 | 1,468 | 0.09% |
| NICARAGUA | 608 | 250 | 250 | 1,108 | 0.07% |
| NIGER | 852 | 250 | 250 | 1,352 | 0.08% |
| NIGÉRIA | 12,655 | 250 | 250 | 13,155 | 0.79% |
| OMAN | 1,561 | 250 | 250 | 2,061 | 0.12% |
| PAKISTAN | 9,339 | 250 | 250 | 9,839 | 0.59% |
| PALAOS | 16 | 250 | 250 | 516 | 0.03% |
| PANAMA | 385 | 250 | 250 | 885 | 0.05% |
| PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE | 1,294 | 250 | 250 | 1,794 | 0.11% |
| PARAGUAY | 1,229 | 250 | 250 | 1,729 | 0.10% |
| PÉROU | 5,331 | 250 | 250 | 5,831 | 0.35% |
| PHILIPPINES | 6,844 | 250 | 250 | 7,344 | 0.44% |
| POLOGNE | 10,908 | 250 | 250 | 11,408 | 0.69% |
| ROUMANIE | 4,011 | 250 | 250 | 4,511 | 0.27% |
| FÉDÉRATION DE RUSSIE | 44,795 | 250 | 250 | 45,295 | 2.72% |
| RWANDA | 1,046 | 250 | 250 | 1,546 | 0.09% |
| SAMOA | 531 | 250 | 250 | 1,031 | 0.06% |
| SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE | 495 | 250 | 250 | 995 | 0.06% |
| ARABIE SAOUDITE | 44,795 | 250 | 250 | 45,295 | 2.72% |
| SÉNÉGAL | 2,072 | 250 | 250 | 2,572 | 0.15% |
| SERBIE-ET-MONTÉNÉGRO | 2,846 | 250 | 250 | 3,346 | 0.20% |
| SEYCHELLES | 263 | 250 | 250 | 763 | 0.05% |
| SIERRA LÉONE | 718 | 250 | 250 | 1,218 | 0.07% |
| RÉPUBLIQUE TCHÈQUE | 3,216 | 250 | 250 | 3,716 | 0.22% |
| ÎLES SALOMON | 513 | 250 | 250 | 1,013 | 0.06% |
| SOMALIE | 552 | 250 | 250 | 1,052 | 0.06% |
| AFRIQUE DU SUD | 13,462 | 250 | 250 | 13,962 | 0.84% |
| SRI LANKA | 3,817 | 250 | 250 | 4,317 | 0.26% |
| SAINT-KITTS-ET-NÉVIS | 275 | 250 | 250 | 775 | 0.05% |
| SAINTE-LUCIE | 552 | 250 | 250 | 1,052 | 0.06% |
| SAINT-VINCENT-ET-LES-GRENADINES | 278 | 250 | 250 | 778 | 0.05% |
| SOUDAN | 850 | 250 | 250 | 1,350 | 0.08% |
| SURINAME | 412 | 250 | 250 | 912 | 0.05% |
| SWAZILAND | 440 | 250 | 250 | 940 | 0.06% |
| RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE | 2,202 | 250 | 250 | 2,702 | 0.16% |
| TADJIKISTAN | 1,060 | 250 | 250 | 1,560 | 0.09% |
| TANZANIE | 1,295 | 250 | 250 | 1,795 | 0.11% |
| THAÏLANDE | 6,349 | 250 | 250 | 6,849 | 0.41% |
| TIMOR ORIENTAL | 517 | 250 | 250 | 1,017 | 0.06% |
| TOGO | 1,105 | 250 | 250 | 1,605 | 0.10% |
| TONGA | 494 | 250 | 250 | 994 | 0.06% |
| TRINIDAD-ET-TOBAGO | 2,664 | 250 | 250 | 3,164 | 0.19% |
| TUNISIE | 719 | 250 | 250 | 1,219 | 0.07% |
| TURQUIE | 8,328 | 250 | 250 | 8,828 | 0.53% |
| TURKMÉNISTAN | 526 | 250 | 250 | 1,026 | 0.06% |
| OUGANDA | 617 | 250 | 250 | 1,117 | 0.07% |
| UKRAINE | 10,908 | 250 | 250 | 11,408 | 0.69% |
| URUGUAY | 2,812 | 250 | 250 | 3,312 | 0.20% |
| OUZBÉKISTAN | 2,493 | 250 | 250 | 2,993 | 0.18% |
| VANUATU | 586 | 250 | 250 | 1,086 | 0.07% |
| VENEZUELA | 20,361 | 250 | 250 | 20,861 | 1.25% |
| VIET NAM | 968 | 250 | 250 | 1,468 | 0.09% |
| YÉMEN | 2,212 | 250 | 250 | 2,712 | 0.16% |
| ZAMBIE | 2,810 | 250 | 250 | 3,310 | 0.20% |
| ZIMBABWE | 3,325 | 250 | 250 | 3,825 | 0.23% |
| Pays (149) | 610,253 | 37,250 | 37,250 | 684,753 | 41.13% |
| Total | 1,572,661 | 46,000 | 46,000 | 1,664,661 | 100.00% |

* Niveaux de revenu à la phase initiale de développement, sur la base des indicateurs du World Development Indicators, avril 2003.

TABLEAU 3

**BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT
PARTICIPATION AU CAPITAL ET NOMBRE TOTAL DE VOIX PAR PAYS MEMBRE**

èse: les voix de base et les voix de base supplémentaires représentent 10% du nombre total c

| <u>Membre*</u> | Nombre total de voix | | | | |
|--|----------------------|--------------|---------------------|----------------|---------------------|
| | Nbr. de parts | Voix de base | Voix de base suppl. | Total des voix | % du total des voix |
| <u>Pays développés (Revenu élevé)</u> | | | | | |
| AUSTRALIE | 24,464 | 250 | 700 | 25,414 | 1.45% |
| AUTRICHE | 11,063 | 250 | 700 | 12,013 | 0.69% |
| BAHAMAS, LES | 1,071 | 250 | 700 | 2,021 | 0.12% |
| BAHREÏN | 1,103 | 250 | 700 | 2,053 | 0.12% |
| BELGIQUE | 28,983 | 250 | 700 | 29,933 | 1.71% |
| BRUNÉI DARUSSALAM | 2,373 | 250 | 700 | 3,323 | 0.19% |
| CANADA | 44,795 | 250 | 700 | 45,745 | 2.62% |
| CHYPRE | 1,461 | 250 | 700 | 2,411 | 0.14% |
| DANEMARK | 13,451 | 250 | 700 | 14,401 | 0.82% |
| FINLANDE | 8,560 | 250 | 700 | 9,510 | 0.54% |
| FRANCE | 69,397 | 250 | 700 | 70,347 | 4.03% |
| ALLEMAGNE | 72,399 | 250 | 700 | 73,349 | 4.20% |
| GRÈCE | 1,684 | 250 | 700 | 2,634 | 0.15% |
| ISLANDE | 1,258 | 250 | 700 | 2,208 | 0.13% |
| IRLANDE | 5,271 | 250 | 700 | 6,221 | 0.36% |
| ISRAËL | 4,750 | 250 | 700 | 5,700 | 0.33% |
| ITALIE | 44,795 | 250 | 700 | 45,745 | 2.62% |
| JAPON | 127,000 | 250 | 700 | 127,950 | 7.32% |
| CORÉE, RÉPUBLIQUE DE | 15,817 | 250 | 700 | 16,767 | 0.96% |
| KOWEÏT | 13,280 | 250 | 700 | 14,230 | 0.81% |
| LUXEMBOURG | 1,652 | 250 | 700 | 2,602 | 0.15% |
| PAYS-BAS | 35,503 | 250 | 700 | 36,453 | 2.09% |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | 7,236 | 250 | 700 | 8,186 | 0.47% |
| NORVÈGE | 9,982 | 250 | 700 | 10,932 | 0.63% |
| PORTUGAL | 5,460 | 250 | 700 | 6,410 | 0.37% |
| QATAR | 1,096 | 250 | 700 | 2,046 | 0.12% |
| SAINT-MARIN | 595 | 250 | 700 | 1,545 | 0.09% |
| SINGAPOUR | 320 | 250 | 700 | 1,270 | 0.07% |
| SLOVÉNIE | 1,261 | 250 | 700 | 2,211 | 0.13% |
| ESPAGNE | 27,997 | 250 | 700 | 28,947 | 1.66% |
| SUÈDE | 14,974 | 250 | 700 | 15,924 | 0.91% |
| SUISSE | 26,606 | 250 | 700 | 27,556 | 1.58% |
| EMIRATS ARABES UNIS | 2,385 | 250 | 700 | 3,335 | 0.19% |
| ROYAUME-UNI DE GRANDE BRETAGNE ET I | 69,397 | 250 | 700 | 70,347 | 4.03% |
| ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE | 264,969 | 250 | 700 | 265,919 | 15.22% |
| Pays (35) | 962,408 | 8,750 | 24,500 | 995,658 | 56.98% |
| <u>Pays en développement (Revenu faible et intermédiaire)</u> | | | | | |
| AFGHANISTAN | 300 | 250 | 700 | 1,250 | 0.07% |
| ALBANIE | 830 | 250 | 700 | 1,780 | 0.10% |
| ALGÉRIE | 9,252 | 250 | 700 | 10,202 | 0.58% |
| ANGOLA | 2,676 | 250 | 700 | 3,626 | 0.21% |
| ANTIGUE-ET-BARBUDA | 520 | 250 | 700 | 1,470 | 0.08% |
| ARGENTINE | 17,911 | 250 | 700 | 18,861 | 1.08% |
| ARMÉNIE | 1,139 | 250 | 700 | 2,089 | 0.12% |
| AZERBAÏDJAN | 1,646 | 250 | 700 | 2,596 | 0.15% |
| BANGLADESH | 4,854 | 250 | 700 | 5,804 | 0.33% |
| BARBADES | 948 | 250 | 700 | 1,898 | 0.11% |
| BÉLARUS | 3,323 | 250 | 700 | 4,273 | 0.24% |
| BÉLIZE | 586 | 250 | 700 | 1,536 | 0.09% |
| BÉNIN | 868 | 250 | 700 | 1,818 | 0.10% |
| BHOUTAN | 479 | 250 | 700 | 1,429 | 0.08% |
| BOLIVIE | 1,785 | 250 | 700 | 2,735 | 0.16% |
| BOSNIE-ET-HERZÉGOVINE | 549 | 250 | 700 | 1,499 | 0.09% |
| BOTSWANA | 615 | 250 | 700 | 1,565 | 0.09% |
| BRÉSIL | 33,287 | 250 | 700 | 34,237 | 1.96% |
| BULGARIE | 5,215 | 250 | 700 | 6,165 | 0.35% |
| BURKINA FASO | 868 | 250 | 700 | 1,818 | 0.10% |

| Membre* | Nbr. de parts | Voix de base | Voix de base suppl. | Total des voix | % du total des voix |
|----------------------------------|----------------------|---------------------|----------------------------|-----------------------|----------------------------|
| BURUNDI | 716 | 250 | 700 | 1,666 | 0.10% |
| CAMBODGE | 214 | 250 | 700 | 1,164 | 0.07% |
| CAMEROUN | 1,527 | 250 | 700 | 2,477 | 0.14% |
| CAP-VERT | 508 | 250 | 700 | 1,458 | 0.08% |
| RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE | 862 | 250 | 700 | 1,812 | 0.10% |
| TCHAD | 862 | 250 | 700 | 1,812 | 0.10% |
| CHILI | 6,931 | 250 | 700 | 7,881 | 0.45% |
| CHINE | 44,799 | 250 | 700 | 45,749 | 2.62% |
| COLOMBIE | 6,352 | 250 | 700 | 7,302 | 0.42% |
| COMORES | 282 | 250 | 700 | 1,232 | 0.07% |
| CONGO, RÉP. DÉMOCRATIQUE DU | 2,643 | 250 | 700 | 3,593 | 0.21% |
| CONGO, RÉPUBLIQUE DU | 927 | 250 | 700 | 1,877 | 0.11% |
| COSTA RICA | 233 | 250 | 700 | 1,183 | 0.07% |
| CÔTE D'IVOIRE | 2,516 | 250 | 700 | 3,466 | 0.20% |
| CROATIE | 2,293 | 250 | 700 | 3,243 | 0.19% |
| RÉPUBLIQUE TCHÈQUE | 6,308 | 250 | 700 | 7,258 | 0.42% |
| DJIBOUTI | 559 | 250 | 700 | 1,509 | 0.09% |
| DOMINIQUE | 504 | 250 | 700 | 1,454 | 0.08% |
| RÉPUBLIQUE DOMINICAINE | 2,092 | 250 | 700 | 3,042 | 0.17% |
| ÉQUATEUR | 2,771 | 250 | 700 | 3,721 | 0.21% |
| ÉGYPTE | 7,108 | 250 | 700 | 8,058 | 0.46% |
| EL SALVADOR | 141 | 250 | 700 | 1,091 | 0.06% |
| GUINÉE ÉQUATORIALE | 715 | 250 | 700 | 1,665 | 0.10% |
| ÉRYTHRÉE | 593 | 250 | 700 | 1,543 | 0.09% |
| ESTONIE | 923 | 250 | 700 | 1,873 | 0.11% |
| ÉTHIOPIE | 978 | 250 | 700 | 1,928 | 0.11% |
| FIDJI | 987 | 250 | 700 | 1,937 | 0.11% |
| GABON | 987 | 250 | 700 | 1,937 | 0.11% |
| GAMBIE | 543 | 250 | 700 | 1,493 | 0.09% |
| GEORGIE | 1,584 | 250 | 700 | 2,534 | 0.15% |
| GHANA | 1,525 | 250 | 700 | 2,475 | 0.14% |
| GRENADE | 531 | 250 | 700 | 1,481 | 0.08% |
| GUATEMALA | 2,001 | 250 | 700 | 2,951 | 0.17% |
| GUINÉE | 1,292 | 250 | 700 | 2,242 | 0.13% |
| GUINÉE-BISSAU | 540 | 250 | 700 | 1,490 | 0.09% |
| GUYANA | 1,058 | 250 | 700 | 2,008 | 0.11% |
| HAÏTI | 1,067 | 250 | 700 | 2,017 | 0.12% |
| HONDURAS | 641 | 250 | 700 | 1,591 | 0.09% |
| HONGRIE | 8,050 | 250 | 700 | 9,000 | 0.52% |
| INDE | 44,795 | 250 | 700 | 45,745 | 2.62% |
| INDONÉSIE | 14,981 | 250 | 700 | 15,931 | 0.91% |
| IRAN, RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE | 23,686 | 250 | 700 | 24,636 | 1.41% |
| IRAQ | 2,808 | 250 | 700 | 3,758 | 0.22% |
| JAMAÏQUE | 2,578 | 250 | 700 | 3,528 | 0.20% |
| JORDANIE | 1,388 | 250 | 700 | 2,338 | 0.13% |
| KAZAKHSTAN | 2,985 | 250 | 700 | 3,935 | 0.23% |
| KENYA | 2,461 | 250 | 700 | 3,411 | 0.20% |
| KIRIBATI | 465 | 250 | 700 | 1,415 | 0.08% |
| KIRGHIZISTAN | 1,107 | 250 | 700 | 2,057 | 0.12% |
| LAO, RÉP. DÉMOCRATIQUE POPULAIRE | 178 | 250 | 700 | 1,128 | 0.06% |
| LETONIE | 1,384 | 250 | 700 | 2,334 | 0.13% |
| LIBAN | 340 | 250 | 700 | 1,290 | 0.07% |
| LESOTHO | 663 | 250 | 700 | 1,613 | 0.09% |
| LIBÉRIA | 463 | 250 | 700 | 1,413 | 0.08% |
| JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE | 7,840 | 250 | 700 | 8,790 | 0.50% |
| LITUANIE | 1,507 | 250 | 700 | 2,457 | 0.14% |
| MACÉDOINE, L'EX-RÉP. YOUGOSLAVE | 427 | 250 | 700 | 1,377 | 0.08% |
| MADAGASCAR | 1,422 | 250 | 700 | 2,372 | 0.14% |
| MALAWI | 1,094 | 250 | 700 | 2,044 | 0.12% |
| MALAISIE | 8,244 | 250 | 700 | 9,194 | 0.53% |
| MALDIVES | 469 | 250 | 700 | 1,419 | 0.08% |
| MALI | 1,162 | 250 | 700 | 2,112 | 0.12% |
| MALTE | 1,074 | 250 | 700 | 2,024 | 0.12% |
| ÎLES MARSHALL | 469 | 250 | 700 | 1,419 | 0.08% |
| MAURITANIE | 900 | 250 | 700 | 1,850 | 0.11% |
| MAURICE | 1,242 | 250 | 700 | 2,192 | 0.13% |
| Mexique | 18,804 | 250 | 700 | 19,754 | 1.13% |
| MICRONÉSIE, ETATS FÉDÉRÉS | 479 | 250 | 700 | 1,429 | 0.08% |
| MOLDOVA | 1,368 | 250 | 700 | 2,318 | 0.13% |
| MONGOLIE | 466 | 250 | 700 | 1,416 | 0.08% |

| Membre* | Nbr. de parts | Voix de base | Voix de base suppl. | Total des voix | % du total des voix |
|---------------------------------|----------------------|---------------------|----------------------------|-----------------------|----------------------------|
| MAROC | 4,973 | 250 | 700 | 5,923 | 0.34% |
| MOZAMBIQUE | 930 | 250 | 700 | 1,880 | 0.11% |
| MYANMAR | 2,484 | 250 | 700 | 3,434 | 0.20% |
| NAMIBIE | 1,523 | 250 | 700 | 2,473 | 0.14% |
| NÉPAL | 968 | 250 | 700 | 1,918 | 0.11% |
| NICARAGUA | 608 | 250 | 700 | 1,558 | 0.09% |
| NIGER | 852 | 250 | 700 | 1,802 | 0.10% |
| NIGÉRIA | 12,655 | 250 | 700 | 13,605 | 0.78% |
| OMAN | 1,561 | 250 | 700 | 2,511 | 0.14% |
| PAKISTAN | 9,339 | 250 | 700 | 10,289 | 0.59% |
| PALAOS | 16 | 250 | 700 | 966 | 0.06% |
| PANAMA | 385 | 250 | 700 | 1,335 | 0.08% |
| PAPOUSIE-NOUVELLE-GUINÉE | 1,294 | 250 | 700 | 2,244 | 0.13% |
| PARAGUAY | 1,229 | 250 | 700 | 2,179 | 0.12% |
| PÉROU | 5,331 | 250 | 700 | 6,281 | 0.36% |
| PHILIPPINES | 6,844 | 250 | 700 | 7,794 | 0.45% |
| POLOGNE | 10,908 | 250 | 700 | 11,858 | 0.68% |
| ROUMANIE | 4,011 | 250 | 700 | 4,961 | 0.28% |
| FÉDÉRATION DE RUSSIE | 44,795 | 250 | 700 | 45,745 | 2.62% |
| RWANDA | 1,046 | 250 | 700 | 1,996 | 0.11% |
| SAMOA | 531 | 250 | 700 | 1,481 | 0.08% |
| SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE | 495 | 250 | 700 | 1,445 | 0.08% |
| ARABIE SAOUDITE | 44,795 | 250 | 700 | 45,745 | 2.62% |
| SÉNÉGAL | 2,072 | 250 | 700 | 3,022 | 0.17% |
| SERBIE-ET-MONTÉNÉGRO | 2,846 | 250 | 700 | 3,796 | 0.22% |
| SEYCHELLES | 263 | 250 | 700 | 1,213 | 0.07% |
| SIERRA LEONE | 718 | 250 | 700 | 1,668 | 0.10% |
| SLOVAQUIE | 3,216 | 250 | 700 | 4,166 | 0.24% |
| ÎLES SALOMON | 513 | 250 | 700 | 1,463 | 0.08% |
| SOMALIE | 552 | 250 | 700 | 1,502 | 0.09% |
| AFRIQUE DU SUD | 13,462 | 250 | 700 | 14,412 | 0.82% |
| SRI LANKA | 3,817 | 250 | 700 | 4,767 | 0.27% |
| SAINT-KITTS-ET-NÉVIS | 275 | 250 | 700 | 1,225 | 0.07% |
| SAINTE-LUCIE | 552 | 250 | 700 | 1,502 | 0.09% |
| SAINT-VINCENT-ET-LES-GRENADINES | 278 | 250 | 700 | 1,228 | 0.07% |
| SOUDAN | 850 | 250 | 700 | 1,800 | 0.10% |
| SURINAME | 412 | 250 | 700 | 1,362 | 0.08% |
| SWAZILAND | 440 | 250 | 700 | 1,390 | 0.08% |
| RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE | 2,202 | 250 | 700 | 3,152 | 0.18% |
| TADJIKISTAN | 1,060 | 250 | 700 | 2,010 | 0.12% |
| TANZANIE | 1,295 | 250 | 700 | 2,245 | 0.13% |
| THAÏLANDE | 6,349 | 250 | 700 | 7,299 | 0.42% |
| TIMOR ORIENTAL | 517 | 250 | 700 | 1,467 | 0.08% |
| TOGO | 1,105 | 250 | 700 | 2,055 | 0.12% |
| TONGA | 494 | 250 | 700 | 1,444 | 0.08% |
| TRINITÉ-ET-TOBAGO | 2,664 | 250 | 700 | 3,614 | 0.21% |
| TUNISIE | 719 | 250 | 700 | 1,669 | 0.10% |
| TURQUIE | 8,328 | 250 | 700 | 9,278 | 0.53% |
| TURKMÉNISTAN | 526 | 250 | 700 | 1,476 | 0.08% |
| OUGANDA | 617 | 250 | 700 | 1,567 | 0.09% |
| UKRAINE | 10,908 | 250 | 700 | 11,858 | 0.68% |
| URUGUAY | 2,812 | 250 | 700 | 3,762 | 0.22% |
| OUZBÉKISTAN | 2,493 | 250 | 700 | 3,443 | 0.20% |
| VANUATU | 586 | 250 | 700 | 1,536 | 0.09% |
| VENEZUELA | 20,361 | 250 | 700 | 21,311 | 1.22% |
| VIET NAM | 968 | 250 | 700 | 1,918 | 0.11% |
| YÉMEN | 2,212 | 250 | 700 | 3,162 | 0.18% |
| ZAMBIE | 2,810 | 250 | 700 | 3,760 | 0.22% |
| ZIMBABWE | 3,325 | 250 | 700 | 4,275 | 0.24% |
| Pays (149) | 610,253 | 37,250 | 104,300 | 751,803 | 43.02% |
| Total | 1,572,661 | 46,000 | 128,800 | 1,747,461 | 100.00% |
| | 90.00% | 10.00% | 100.00% | | |

700

* Niveaux de revenu à la phase initiale de développement, sur la base des indicateurs du World Development Indicators, avril 2003.

TABLEAU 4

**BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT
PARTICIPATION AU CAPITAL ET NOMBRE TOTAL DE VOIX PAR PAYS MEMBRE**

(Hypothèse: 250 "parts de base" supplémentaires)

| <u>Membre*</u> | Nombre total de voix | | | | |
|--|----------------------|--------------|------------------------|----------------|--------------------|
| | Nbr. de parts | Voix de base | "Parts de base" suppl. | Total de voix | % du total de voix |
| <u>Pays développés (Revenu élevé)</u> | | | | | |
| AUSTRALIE | 24,464 | 250 | 250 | 24,964 | 1.50% |
| AUTRICHE | 11,063 | 250 | 250 | 11,563 | 0.69% |
| BAHAMAS, LES | 1,071 | 250 | 250 | 1,571 | 0.09% |
| BAHREÏN | 1,103 | 250 | 250 | 1,603 | 0.10% |
| BELGIQUE | 28,983 | 250 | 250 | 29,483 | 1.77% |
| BRUNÉI DARUSSALAM | 2,373 | 250 | 250 | 2,873 | 0.17% |
| CANADA | 44,795 | 250 | 250 | 45,295 | 2.72% |
| CHYPRE | 1,461 | 250 | 250 | 1,961 | 0.12% |
| DANEMARK | 13,451 | 250 | 250 | 13,951 | 0.84% |
| FINLANDE | 8,560 | 250 | 250 | 9,060 | 0.54% |
| FRANCE | 69,397 | 250 | 250 | 69,897 | 4.20% |
| ALLEMAGNE | 72,399 | 250 | 250 | 72,899 | 4.38% |
| GRÈCE | 1,684 | 250 | 250 | 2,184 | 0.13% |
| ISLANDE | 1,258 | 250 | 250 | 1,758 | 0.11% |
| IRLANDE | 5,271 | 250 | 250 | 5,771 | 0.35% |
| ISRAËL | 4,750 | 250 | 250 | 5,250 | 0.32% |
| ITALIE | 44,795 | 250 | 250 | 45,295 | 2.72% |
| JAPON | 127,000 | 250 | 250 | 127,500 | 7.66% |
| CORÉE, RÉPUBLIQUE DE | 15,817 | 250 | 250 | 16,317 | 0.98% |
| KOWEÏT | 13,280 | 250 | 250 | 13,780 | 0.83% |
| LUXEMBOURG | 1,652 | 250 | 250 | 2,152 | 0.13% |
| PAYS-BAS | 35,503 | 250 | 250 | 36,003 | 2.16% |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | 7,236 | 250 | 250 | 7,736 | 0.46% |
| NORVÈGE | 9,982 | 250 | 250 | 10,482 | 0.63% |
| PORTUGAL | 5,460 | 250 | 250 | 5,960 | 0.36% |
| QATAR | 1,096 | 250 | 250 | 1,596 | 0.10% |
| SAINT-MARIN | 595 | 250 | 250 | 1,095 | 0.07% |
| SINGAPOUR | 320 | 250 | 250 | 820 | 0.05% |
| SLOVÉNIE | 1,261 | 250 | 250 | 1,761 | 0.11% |
| ESPAGNE | 27,997 | 250 | 250 | 28,497 | 1.71% |
| SUÈDE | 14,974 | 250 | 250 | 15,474 | 0.93% |
| SUISSE | 26,606 | 250 | 250 | 27,106 | 1.63% |
| ÉMIRATS ARABES UNIS | 2,385 | 250 | 250 | 2,885 | 0.17% |
| ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET I | 69,397 | 250 | 250 | 69,897 | 4.20% |
| ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE | 264,969 | 250 | 250 | 265,469 | 15.95% |
| Pays (35) | 962,408 | 8,750 | 8,750 | 979,908 | 58.87% |
| <u>Pays en développement (Revenu faible et intermédiaire)</u> | | | | | |
| AFGHANISTAN | 300 | 250 | 250 | 800 | 0.05% |
| ALBANIE | 830 | 250 | 250 | 1,330 | 0.08% |
| ALGÉRIE | 9,252 | 250 | 250 | 9,752 | 0.59% |
| ANGOLA | 2,676 | 250 | 250 | 3,176 | 0.19% |
| ANTIGUA-ET-BARBUDA | 520 | 250 | 250 | 1,020 | 0.06% |
| ARGENTINE | 17,911 | 250 | 250 | 18,411 | 1.11% |
| ARMÉNIE | 1,139 | 250 | 250 | 1,639 | 0.10% |
| AZERBAÏDJAN | 1,646 | 250 | 250 | 2,146 | 0.13% |
| BANGLADESH | 4,854 | 250 | 250 | 5,354 | 0.32% |
| BARBADES | 948 | 250 | 250 | 1,448 | 0.09% |
| BÉLARUS | 3,323 | 250 | 250 | 3,823 | 0.23% |
| BÉLIZE | 586 | 250 | 250 | 1,086 | 0.07% |
| BÉNIN | 868 | 250 | 250 | 1,368 | 0.08% |
| BHOUTAN | 479 | 250 | 250 | 979 | 0.06% |
| BOLIVIE | 1,785 | 250 | 250 | 2,285 | 0.14% |
| BOSNIE ET HERZÉGOVINE | 549 | 250 | 250 | 1,049 | 0.06% |
| BOTSWANA | 615 | 250 | 250 | 1,115 | 0.07% |
| BRÉSIL | 33,287 | 250 | 250 | 33,787 | 2.03% |
| BULGARIE | 5,215 | 250 | 250 | 5,715 | 0.34% |
| BURKINA FASO | 868 | 250 | 250 | 1,368 | 0.08% |

| <u>Membre*</u> | Nbr. de parts | Voix de base | "Parts de base" suppl. | Total de voix | % du total de voix |
|------------------------------------|---------------|--------------|------------------------|---------------|--------------------|
| BURUNDI | 716 | 250 | 250 | 1,216 | 0.07% |
| CAMBOGDE | 214 | 250 | 250 | 714 | 0.04% |
| CAMEROUN | 1,527 | 250 | 250 | 2,027 | 0.12% |
| CAP-VERT | 508 | 250 | 250 | 1,008 | 0.06% |
| RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE | 862 | 250 | 250 | 1,362 | 0.08% |
| TCHAD | 862 | 250 | 250 | 1,362 | 0.08% |
| CHILI | 6,931 | 250 | 250 | 7,431 | 0.45% |
| CHINE | 44,799 | 250 | 250 | 45,299 | 2.72% |
| COLOMBIE | 6,352 | 250 | 250 | 6,852 | 0.41% |
| COMORES | 282 | 250 | 250 | 782 | 0.05% |
| CONGO, RÉP. DÉMOCRATIQUE DU | 2,643 | 250 | 250 | 3,143 | 0.19% |
| CONGO, RÉPUBLIQUE DU | 927 | 250 | 250 | 1,427 | 0.09% |
| COSTA RICA | 233 | 250 | 250 | 733 | 0.04% |
| CÔTE D'IVOIRE | 2,516 | 250 | 250 | 3,016 | 0.18% |
| CROATIE | 2,293 | 250 | 250 | 2,793 | 0.17% |
| RÉPUBLIQUE TCHÈQUE | 6,308 | 250 | 250 | 6,808 | 0.41% |
| DJIBOUTI | 559 | 250 | 250 | 1,059 | 0.06% |
| DOMINIQUE | 504 | 250 | 250 | 1,004 | 0.06% |
| RÉPUBLIQUE DOMINICAINE | 2,092 | 250 | 250 | 2,592 | 0.16% |
| ÉQUATEUR | 2,771 | 250 | 250 | 3,271 | 0.20% |
| ÉGYPTE | 7,108 | 250 | 250 | 7,608 | 0.46% |
| EL SALVADOR | 141 | 250 | 250 | 641 | 0.04% |
| GUINÉE ÉQUATORIALE | 715 | 250 | 250 | 1,215 | 0.07% |
| ÉRYTHRÉE | 593 | 250 | 250 | 1,093 | 0.07% |
| ESTONIE | 923 | 250 | 250 | 1,423 | 0.09% |
| ÉTHIOPIE | 978 | 250 | 250 | 1,478 | 0.09% |
| FIDJI | 987 | 250 | 250 | 1,487 | 0.09% |
| GABON | 987 | 250 | 250 | 1,487 | 0.09% |
| GAMBIE | 543 | 250 | 250 | 1,043 | 0.06% |
| GÉORGIE | 1,584 | 250 | 250 | 2,084 | 0.13% |
| GHANA | 1,525 | 250 | 250 | 2,025 | 0.12% |
| GRENADE | 531 | 250 | 250 | 1,031 | 0.06% |
| GUATEMALA | 2,001 | 250 | 250 | 2,501 | 0.15% |
| GUINÉE | 1,292 | 250 | 250 | 1,792 | 0.11% |
| GUINÉE-BISSAU | 540 | 250 | 250 | 1,040 | 0.06% |
| GUYANA | 1,058 | 250 | 250 | 1,558 | 0.09% |
| HAÏTI | 1,067 | 250 | 250 | 1,567 | 0.09% |
| HONDURAS | 641 | 250 | 250 | 1,141 | 0.07% |
| HONGRIE | 8,050 | 250 | 250 | 8,550 | 0.51% |
| INDE | 44,795 | 250 | 250 | 45,295 | 2.72% |
| INDONÉSIE | 14,981 | 250 | 250 | 15,481 | 0.93% |
| IRAN, RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE | 23,686 | 250 | 250 | 24,186 | 1.45% |
| IRAQ | 2,808 | 250 | 250 | 3,308 | 0.20% |
| JAMAÏQUE | 2,578 | 250 | 250 | 3,078 | 0.18% |
| JORDANIE | 1,388 | 250 | 250 | 1,888 | 0.11% |
| KAZAKHSTAN | 2,985 | 250 | 250 | 3,485 | 0.21% |
| KENYA | 2,461 | 250 | 250 | 2,961 | 0.18% |
| KIRIBATI | 465 | 250 | 250 | 965 | 0.06% |
| KIRGHIZISTAN | 1,107 | 250 | 250 | 1,607 | 0.10% |
| LAO, RÉP. DÉMOCRATIQUE POPULAIRE | 178 | 250 | 250 | 678 | 0.04% |
| LETTONIE | 1,384 | 250 | 250 | 1,884 | 0.11% |
| LIBAN | 340 | 250 | 250 | 840 | 0.05% |
| LESOTHO | 663 | 250 | 250 | 1,163 | 0.07% |
| LIBÉRIA | 463 | 250 | 250 | 963 | 0.06% |
| JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE | 7,840 | 250 | 250 | 8,340 | 0.50% |
| LITUANIE | 1,507 | 250 | 250 | 2,007 | 0.12% |
| MACÉDOINE, L'EX-RÉP. YOUGOSLAVE DE | 427 | 250 | 250 | 927 | 0.06% |
| MADAGASCAR | 1,422 | 250 | 250 | 1,922 | 0.12% |
| MALAWI | 1,094 | 250 | 250 | 1,594 | 0.10% |
| MALAISIE | 8,244 | 250 | 250 | 8,744 | 0.53% |
| MALDIVES | 469 | 250 | 250 | 969 | 0.06% |
| MALI | 1,162 | 250 | 250 | 1,662 | 0.10% |
| MALTE | 1,074 | 250 | 250 | 1,574 | 0.09% |
| ÎLES MARSHALL | 469 | 250 | 250 | 969 | 0.06% |
| MAURITANIE | 900 | 250 | 250 | 1,400 | 0.08% |
| MAURICE | 1,242 | 250 | 250 | 1,742 | 0.10% |
| Mexique | 18,804 | 250 | 250 | 19,304 | 1.16% |
| MICRONÉSIE, ÉTATS FÉDÉRÉS DE | 479 | 250 | 250 | 979 | 0.06% |
| MOLDOVA | 1,368 | 250 | 250 | 1,868 | 0.11% |
| MONGOLIE | 466 | 250 | 250 | 966 | 0.06% |

| Membre* | Nbr. de parts | Voix de base | "Parts de base" suppl. | Total de voix | % du total de voix |
|---------------------------------|----------------------|---------------------|-------------------------------|----------------------|---------------------------|
| MAROC | 4,973 | 250 | 250 | 5,473 | 0.33% |
| MOZAMBIQUE | 930 | 250 | 250 | 1,430 | 0.09% |
| MYANMAR | 2,484 | 250 | 250 | 2,984 | 0.18% |
| NAMIBIE | 1,523 | 250 | 250 | 2,023 | 0.12% |
| NÉPAL | 968 | 250 | 250 | 1,468 | 0.09% |
| NICARAGUA | 608 | 250 | 250 | 1,108 | 0.07% |
| NIGER | 852 | 250 | 250 | 1,352 | 0.08% |
| NIGÉRIA | 12,655 | 250 | 250 | 13,155 | 0.79% |
| OMAN | 1,561 | 250 | 250 | 2,061 | 0.12% |
| PAKISTAN | 9,339 | 250 | 250 | 9,839 | 0.59% |
| PALAOS | 16 | 250 | 250 | 516 | 0.03% |
| PANAMA | 385 | 250 | 250 | 885 | 0.05% |
| PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE | 1,294 | 250 | 250 | 1,794 | 0.11% |
| PARAGUAY | 1,229 | 250 | 250 | 1,729 | 0.10% |
| PÉROU | 5,331 | 250 | 250 | 5,831 | 0.35% |
| PHILIPPINES | 6,844 | 250 | 250 | 7,344 | 0.44% |
| POLOGNE | 10,908 | 250 | 250 | 11,408 | 0.69% |
| ROUMANIE | 4,011 | 250 | 250 | 4,511 | 0.27% |
| FÉDÉRATION DE RUSSIE | 44,795 | 250 | 250 | 45,295 | 2.72% |
| RWANDA | 1,046 | 250 | 250 | 1,546 | 0.09% |
| SAMOA | 531 | 250 | 250 | 1,031 | 0.06% |
| SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE | 495 | 250 | 250 | 995 | 0.06% |
| ARABIE SAOUDITE | 44,795 | 250 | 250 | 45,295 | 2.72% |
| SÉNÉGAL | 2,072 | 250 | 250 | 2,572 | 0.15% |
| SERBIE-ET-MONTÉNÉGRE | 2,846 | 250 | 250 | 3,346 | 0.20% |
| SEYCHELLES | 263 | 250 | 250 | 763 | 0.05% |
| SIERRA LEONE | 718 | 250 | 250 | 1,218 | 0.07% |
| SLOVAQUIE | 3,216 | 250 | 250 | 3,716 | 0.22% |
| ÎLES SALOMON | 513 | 250 | 250 | 1,013 | 0.06% |
| SOMALIE | 552 | 250 | 250 | 1,052 | 0.06% |
| AFRIQUE DU SUD | 13,462 | 250 | 250 | 13,962 | 0.84% |
| SRI LANKA | 3,817 | 250 | 250 | 4,317 | 0.26% |
| SAINT-KITTS-ET-NEVIS | 275 | 250 | 250 | 775 | 0.05% |
| SAINTE-LUCIE | 552 | 250 | 250 | 1,052 | 0.06% |
| SAINT-VINCENT-ET-LES-GRENADINES | 278 | 250 | 250 | 778 | 0.05% |
| SOUDAN | 850 | 250 | 250 | 1,350 | 0.08% |
| SURINAME | 412 | 250 | 250 | 912 | 0.05% |
| SWAZILAND | 440 | 250 | 250 | 940 | 0.06% |
| RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE | 2,202 | 250 | 250 | 2,702 | 0.16% |
| TADJIKISTAN | 1,060 | 250 | 250 | 1,560 | 0.09% |
| TANZANIE | 1,295 | 250 | 250 | 1,795 | 0.11% |
| THAÏLANDE | 6,349 | 250 | 250 | 6,849 | 0.41% |
| TIMOR ORIENTAL | 517 | 250 | 250 | 1,017 | 0.06% |
| TOGO | 1,105 | 250 | 250 | 1,605 | 0.10% |
| TONGA | 494 | 250 | 250 | 994 | 0.06% |
| TRINITÉ-ET-TOBAGO | 2,664 | 250 | 250 | 3,164 | 0.19% |
| TUNISIE | 719 | 250 | 250 | 1,219 | 0.07% |
| TURQUIE | 8,328 | 250 | 250 | 8,828 | 0.53% |
| TURKMÉNISTAN | 526 | 250 | 250 | 1,026 | 0.06% |
| OUGANDA | 617 | 250 | 250 | 1,117 | 0.07% |
| UKRAINE | 10,908 | 250 | 250 | 11,408 | 0.69% |
| URUGUAY | 2,812 | 250 | 250 | 3,312 | 0.20% |
| OUZBÉKISTAN | 2,493 | 250 | 250 | 2,993 | 0.18% |
| VANUATU | 586 | 250 | 250 | 1,086 | 0.07% |
| VENEZUELA | 20,361 | 250 | 250 | 20,861 | 1.25% |
| VIET NAM | 968 | 250 | 250 | 1,468 | 0.09% |
| YÉMEN | 2,212 | 250 | 250 | 2,712 | 0.16% |
| ZAMBIE | 2,810 | 250 | 250 | 3,310 | 0.20% |
| ZIMBABWE | 3,325 | 250 | 250 | 3,825 | 0.23% |
| Pays (149) | 610,253 | 37,250 | 37,250 | 684,753 | 41.13% |
| Total | 1,572,661 | 46,000 | 46,000 | 1,664,661 | 100.00% |

* Niveaux de revenu à la phase initiale de développement, sur la base des indicateurs du World Development Indicators, avril 2003.

TABLEAU 5

**BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT
PARTICIPATION AU CAPITAL ET NOMBRE TOTAL DE VOIX PAR PAYS MEMBRE**

(Hypothèse: 250 "parts de base" supplémentaires)

| <u>Membre*</u> | Nombre total de voix | | | | | |
|--|-----------------------|------------------|-----------------|-------------------------|-------------------|------------------------|
| | Nbr. Total de voix | Nbr. de parts | Voix de base | Parts de base suppl. | Total des voix | % du total des voix |
| <u>Pays développés (Revenu élevé)</u> | | | | | | |
| AUSTRALIE | 24,464 | 250 | 250 | 250 | 25,214 | 1.47% |
| AUTRICHE | 11,063 | 250 | 250 | 250 | 11,813 | 0.69% |
| BAHAMAS, LES | 1,071 | 250 | 250 | 250 | 1,821 | 0.11% |
| BAHREÏN | 1,103 | 250 | 250 | 250 | 1,853 | 0.11% |
| BELGIQUE | 28,983 | 250 | 250 | 250 | 29,733 | 1.74% |
| BRUNÉI DARUSSALAM | 2,373 | 250 | 250 | 250 | 3,123 | 0.18% |
| CANADA | 44,795 | 250 | 250 | 250 | 45,545 | 2.66% |
| CHYPRE | 1,461 | 250 | 250 | 250 | 2,211 | 0.13% |
| DANEMARK | 13,451 | 250 | 250 | 250 | 14,201 | 0.83% |
| FINLANDE | 8,560 | 250 | 250 | 250 | 9,310 | 0.54% |
| FRANCE | 69,397 | 250 | 250 | 250 | 70,147 | 4.10% |
| ALLEMAGNE | 72,399 | 250 | 250 | 250 | 73,149 | 4.28% |
| GRÈCE | 1,684 | 250 | 250 | 250 | 2,434 | 0.14% |
| ISLANDE | 1,258 | 250 | 250 | 250 | 2,008 | 0.12% |
| IRLANDE | 5,271 | 250 | 250 | 250 | 6,021 | 0.35% |
| ISRAËL | 4,750 | 250 | 250 | 250 | 5,500 | 0.32% |
| ITALIE | 44,795 | 250 | 250 | 250 | 45,545 | 2.66% |
| JAPON | 127,000 | 250 | 250 | 250 | 127,750 | 7.47% |
| CORÉE, RÉPUBLIQUE DE | 15,817 | 250 | 250 | 250 | 16,567 | 0.97% |
| KOWÏIT | 13,280 | 250 | 250 | 250 | 14,030 | 0.82% |
| LUXEMBOURG | 1,652 | 250 | 250 | 250 | 2,402 | 0.14% |
| PAYS-BAS | 35,503 | 250 | 250 | 250 | 36,253 | 2.12% |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | 7,236 | 250 | 250 | 250 | 7,986 | 0.47% |
| NORVÈGE | 9,982 | 250 | 250 | 250 | 10,732 | 0.63% |
| PORTUGAL | 5,460 | 250 | 250 | 250 | 6,210 | 0.36% |
| QATAR | 1,096 | 250 | 250 | 250 | 1,846 | 0.11% |
| SAINT-MARIN | 595 | 250 | 250 | 250 | 1,345 | 0.08% |
| SINGAPOUR | 320 | 250 | 250 | 250 | 1,070 | 0.06% |
| SLOVÉNIE | 1,261 | 250 | 250 | 250 | 2,011 | 0.12% |
| ESPAGNE | 27,997 | 250 | 250 | 250 | 28,747 | 1.68% |
| SUÈDE | 14,974 | 250 | 250 | 250 | 15,724 | 0.92% |
| SUISSE | 26,606 | 250 | 250 | 250 | 27,356 | 1.60% |
| EMIRATS ARABES UNIS | 2,385 | 250 | 250 | 250 | 3,135 | 0.18% |
| ROYAUME-UNI DE GRANDE BRETAGNE ET I | 69,397 | 250 | 250 | 250 | 70,147 | 4.10% |
| Etats-Unis D'AMÉRIQUE | 264,969 | 250 | 250 | 250 | 265,719 | 15.53% |
| Pays (35) | 962,408 | 8,750 | 8,750 | 8,750 | 988,658 | 57.79% |
| <u>Pays en développement (Revenu faible et intermédiaire)</u> | | | | | | |
| AFGHANISTAN | 300 | 250 | 250 | 250 | 1,050 | 0.06% |
| ALBANIE | 830 | 250 | 250 | 250 | 1,580 | 0.09% |
| ALGÉRIE | 9,252 | 250 | 250 | 250 | 10,002 | 0.58% |
| ANGOLA | 2,676 | 250 | 250 | 250 | 3,426 | 0.20% |
| ANTIGUA-ET-BARBUDA | 520 | 250 | 250 | 250 | 1,270 | 0.07% |
| ARGENTINE | 17,911 | 250 | 250 | 250 | 18,661 | 1.09% |
| ARMÉNIE | 1,139 | 250 | 250 | 250 | 1,889 | 0.11% |
| AZERBAÏDJAN | 1,646 | 250 | 250 | 250 | 2,396 | 0.14% |
| BANGLADESH | 4,854 | 250 | 250 | 250 | 5,604 | 0.33% |
| BARBADES | 948 | 250 | 250 | 250 | 1,698 | 0.10% |
| BÉLARUS | 3,323 | 250 | 250 | 250 | 4,073 | 0.24% |
| BÉLIZE | 586 | 250 | 250 | 250 | 1,336 | 0.08% |
| BÉNIN | 868 | 250 | 250 | 250 | 1,618 | 0.09% |
| BHOUTAN | 479 | 250 | 250 | 250 | 1,229 | 0.07% |
| BOLIVIE | 1,785 | 250 | 250 | 250 | 2,535 | 0.15% |
| BOSNIE-ET-HERZÉGOVINE | 549 | 250 | 250 | 250 | 1,299 | 0.08% |
| BOTSWANA | 615 | 250 | 250 | 250 | 1,365 | 0.08% |
| BRÉSIL | 33,287 | 250 | 250 | 250 | 34,037 | 1.99% |
| BULGARIE | 5,215 | 250 | 250 | 250 | 5,965 | 0.35% |
| BURKINA FASO | 868 | 250 | 250 | 250 | 1,618 | 0.09% |

| <u>Membre*</u> | <u>Nbr. Total de voix</u> | <u>Nbr. de parts</u> | <u>Voix de base</u> | <u>Parts de base suppl.</u> | <u>Total des voix</u> | <u>% du total des voix</u> |
|-----------------------------------|-------------------------------|--------------------------|-------------------------|---------------------------------|---------------------------|--------------------------------|
| BURUNDI | 716 | 250 | 250 | 250 | 1,466 | 0.09% |
| CAMBODGE | 214 | 250 | 250 | 250 | 964 | 0.06% |
| CAMEROUN | 1,527 | 250 | 250 | 250 | 2,277 | 0.13% |
| CAP-VERT | 508 | 250 | 250 | 250 | 1,258 | 0.07% |
| RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE | 862 | 250 | 250 | 250 | 1,612 | 0.09% |
| TCHAD | 862 | 250 | 250 | 250 | 1,612 | 0.09% |
| CHILI | 6,931 | 250 | 250 | 250 | 7,681 | 0.45% |
| CHINE | 44,799 | 250 | 250 | 250 | 45,549 | 2.66% |
| COLOMBIE | 6,352 | 250 | 250 | 250 | 7,102 | 0.42% |
| COMORES | 282 | 250 | 250 | 250 | 1,032 | 0.06% |
| CONGO, RÉP. DÉMOCRATIQUE DU | 2,643 | 250 | 250 | 250 | 3,393 | 0.20% |
| CONGO, RÉPUBLIQUE DU | 927 | 250 | 250 | 250 | 1,677 | 0.10% |
| COSTA RICA | 233 | 250 | 250 | 250 | 983 | 0.06% |
| CÔTE D'IVOIRE | 2,516 | 250 | 250 | 250 | 3,266 | 0.19% |
| CROATIE | 2,293 | 250 | 250 | 250 | 3,043 | 0.18% |
| RÉPUBLIQUE TCHÈQUE | 6,308 | 250 | 250 | 250 | 7,058 | 0.41% |
| DJIBOUTI | 559 | 250 | 250 | 250 | 1,309 | 0.08% |
| DOMINIQUE | 504 | 250 | 250 | 250 | 1,254 | 0.07% |
| RÉPUBLIQUE DOMINICAINE | 2,092 | 250 | 250 | 250 | 2,842 | 0.17% |
| ÉQUATEUR | 2,771 | 250 | 250 | 250 | 3,521 | 0.21% |
| ÉGYPTE | 7,108 | 250 | 250 | 250 | 7,858 | 0.46% |
| EL SALVADOR | 141 | 250 | 250 | 250 | 891 | 0.05% |
| GUINÉE ÉQUATORIALE | 715 | 250 | 250 | 250 | 1,465 | 0.09% |
| ÉRYTHRÉE | 593 | 250 | 250 | 250 | 1,343 | 0.08% |
| ESTONIE | 923 | 250 | 250 | 250 | 1,673 | 0.10% |
| ÉTHIOPIE | 978 | 250 | 250 | 250 | 1,728 | 0.10% |
| FIDJI | 987 | 250 | 250 | 250 | 1,737 | 0.10% |
| GABON | 987 | 250 | 250 | 250 | 1,737 | 0.10% |
| GAMBIE | 543 | 250 | 250 | 250 | 1,293 | 0.08% |
| GÉORGIE | 1,584 | 250 | 250 | 250 | 2,334 | 0.14% |
| GHANA | 1,525 | 250 | 250 | 250 | 2,275 | 0.13% |
| GRENADE | 531 | 250 | 250 | 250 | 1,281 | 0.07% |
| GUATEMALA | 2,001 | 250 | 250 | 250 | 2,751 | 0.16% |
| GUINÉE | 1,292 | 250 | 250 | 250 | 2,042 | 0.12% |
| GUINÉE-BISSAU | 540 | 250 | 250 | 250 | 1,290 | 0.08% |
| GUYANA | 1,058 | 250 | 250 | 250 | 1,808 | 0.11% |
| HAÏTI | 1,067 | 250 | 250 | 250 | 1,817 | 0.11% |
| HONDURAS | 641 | 250 | 250 | 250 | 1,391 | 0.08% |
| HONGRIE | 8,050 | 250 | 250 | 250 | 8,800 | 0.51% |
| INDE | 44,795 | 250 | 250 | 250 | 45,545 | 2.66% |
| INDONÉSIE | 14,981 | 250 | 250 | 250 | 15,731 | 0.92% |
| IRAN, RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE | 23,686 | 250 | 250 | 250 | 24,436 | 1.43% |
| IRAQ | 2,808 | 250 | 250 | 250 | 3,558 | 0.21% |
| JAMAÏQUE | 2,578 | 250 | 250 | 250 | 3,328 | 0.19% |
| JORDANIE | 1,388 | 250 | 250 | 250 | 2,138 | 0.12% |
| KAZAKHSTAN | 2,985 | 250 | 250 | 250 | 3,735 | 0.22% |
| KENYA | 2,461 | 250 | 250 | 250 | 3,211 | 0.19% |
| KIRIBATI | 465 | 250 | 250 | 250 | 1,215 | 0.07% |
| KIRGHIZISTAN | 1,107 | 250 | 250 | 250 | 1,857 | 0.11% |
| LAO, RÉP. DÉMOCRATIQUE POPULAIRE. | 178 | 250 | 250 | 250 | 928 | 0.05% |
| LETONIE | 1,384 | 250 | 250 | 250 | 2,134 | 0.12% |
| LIBAN | 340 | 250 | 250 | 250 | 1,090 | 0.06% |
| LESOTHO | 663 | 250 | 250 | 250 | 1,413 | 0.08% |
| LIBÉRIA | 463 | 250 | 250 | 250 | 1,213 | 0.07% |
| JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE | 7,840 | 250 | 250 | 250 | 8,590 | 0.50% |
| LITUANIE | 1,507 | 250 | 250 | 250 | 2,257 | 0.13% |
| MACÉDOINE, L'EX-RÉP. YOUGOSLAVE | 427 | 250 | 250 | 250 | 1,177 | 0.07% |
| MADAGASCAR | 1,422 | 250 | 250 | 250 | 2,172 | 0.13% |
| MALAWI | 1,094 | 250 | 250 | 250 | 1,844 | 0.11% |
| MALAISIE | 8,244 | 250 | 250 | 250 | 8,994 | 0.53% |
| MALDIVES | 469 | 250 | 250 | 250 | 1,219 | 0.07% |
| MALI | 1,162 | 250 | 250 | 250 | 1,912 | 0.11% |
| MALTE | 1,074 | 250 | 250 | 250 | 1,824 | 0.11% |
| ÎLES MARSHALL | 469 | 250 | 250 | 250 | 1,219 | 0.07% |
| MAURITANIE | 900 | 250 | 250 | 250 | 1,650 | 0.10% |
| MAURICE | 1,242 | 250 | 250 | 250 | 1,992 | 0.12% |
| Mexique | 18,804 | 250 | 250 | 250 | 19,554 | 1.14% |
| MICRONÉSIE, ÉTATS FÉDÉRÉS DE | 479 | 250 | 250 | 250 | 1,229 | 0.07% |
| MOLDOVA | 1,368 | 250 | 250 | 250 | 2,118 | 0.12% |
| MONGOLIE | 466 | 250 | 250 | 250 | 1,216 | 0.07% |

| Membre* | Nbr. Total de voix | Nbr. de parts | Voix de base | Parts de base suppl. | Total des voix | % du total des voix |
|---------------------------------|-------------------------------|--------------------------|-------------------------|---------------------------------|---------------------------|--------------------------------|
| MAROC | 4,973 | 250 | 250 | 250 | 5,723 | 0.33% |
| MOZAMBIQUE | 930 | 250 | 250 | 250 | 1,680 | 0.10% |
| MYANMAR | 2,484 | 250 | 250 | 250 | 3,234 | 0.19% |
| NAMIBIE | 1,523 | 250 | 250 | 250 | 2,273 | 0.13% |
| NÉPAL | 968 | 250 | 250 | 250 | 1,718 | 0.10% |
| NICARAGUA | 608 | 250 | 250 | 250 | 1,358 | 0.08% |
| NIGER | 852 | 250 | 250 | 250 | 1,602 | 0.09% |
| NIGÉRIA | 12,655 | 250 | 250 | 250 | 13,405 | 0.78% |
| OMAN | 1,561 | 250 | 250 | 250 | 2,311 | 0.14% |
| PAKISTAN | 9,339 | 250 | 250 | 250 | 10,089 | 0.59% |
| PALAO | 16 | 250 | 250 | 250 | 766 | 0.04% |
| PANAMA | 385 | 250 | 250 | 250 | 1,135 | 0.07% |
| PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE | 1,294 | 250 | 250 | 250 | 2,044 | 0.12% |
| PARAGUAY | 1,229 | 250 | 250 | 250 | 1,979 | 0.12% |
| PÉROU | 5,331 | 250 | 250 | 250 | 6,081 | 0.36% |
| PHILIPPINES | 6,844 | 250 | 250 | 250 | 7,594 | 0.44% |
| POLOGNE | 10,908 | 250 | 250 | 250 | 11,658 | 0.68% |
| ROMANIE | 4,011 | 250 | 250 | 250 | 4,761 | 0.28% |
| FÉDÉRATION DE RUSSIE | 44,795 | 250 | 250 | 250 | 45,545 | 2.66% |
| RWANDA | 1,046 | 250 | 250 | 250 | 1,796 | 0.10% |
| SAMOA | 531 | 250 | 250 | 250 | 1,281 | 0.07% |
| SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE | 495 | 250 | 250 | 250 | 1,245 | 0.07% |
| ARABIE SAOUDITE | 44,795 | 250 | 250 | 250 | 45,545 | 2.66% |
| SÉNÉGAL | 2,072 | 250 | 250 | 250 | 2,822 | 0.16% |
| SERBIE-ET-MONTÉNÉGRO | 2,846 | 250 | 250 | 250 | 3,596 | 0.21% |
| SEYCHELLES | 263 | 250 | 250 | 250 | 1,013 | 0.06% |
| SIERRA LEONE | 718 | 250 | 250 | 250 | 1,468 | 0.09% |
| SLOVAQUIE | 3,216 | 250 | 250 | 250 | 3,966 | 0.23% |
| ÎLES SALOMON | 513 | 250 | 250 | 250 | 1,263 | 0.07% |
| SOMALIE | 552 | 250 | 250 | 250 | 1,302 | 0.08% |
| AFRIQUE DU SUD | 13,462 | 250 | 250 | 250 | 14,212 | 0.83% |
| SRI LANKA | 3,817 | 250 | 250 | 250 | 4,567 | 0.27% |
| SAINT-KITTS-ET-NÉVIS | 275 | 250 | 250 | 250 | 1,025 | 0.06% |
| SAINTE-LUCIE | 552 | 250 | 250 | 250 | 1,302 | 0.08% |
| SAINT-VINCENT-ET-LES-GRENADINES | 278 | 250 | 250 | 250 | 1,028 | 0.06% |
| SOUDAN | 850 | 250 | 250 | 250 | 1,600 | 0.09% |
| SURINAME | 412 | 250 | 250 | 250 | 1,162 | 0.07% |
| SWAZILAND | 440 | 250 | 250 | 250 | 1,190 | 0.07% |
| RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE | 2,202 | 250 | 250 | 250 | 2,952 | 0.17% |
| TADJIKISTAN | 1,060 | 250 | 250 | 250 | 1,810 | 0.11% |
| TANZANIE | 1,295 | 250 | 250 | 250 | 2,045 | 0.12% |
| THAÏLANDE | 6,349 | 250 | 250 | 250 | 7,099 | 0.41% |
| TIMOR ORIENTAL | 517 | 250 | 250 | 250 | 1,267 | 0.07% |
| TOGO | 1,105 | 250 | 250 | 250 | 1,855 | 0.11% |
| TONGA | 494 | 250 | 250 | 250 | 1,244 | 0.07% |
| TRINIDAD-ET-TOBAGO | 2,664 | 250 | 250 | 250 | 3,414 | 0.20% |
| TUNISIE | 719 | 250 | 250 | 250 | 1,469 | 0.09% |
| TURQUIE | 8,328 | 250 | 250 | 250 | 9,078 | 0.53% |
| TURKMÉNISTAN | 526 | 250 | 250 | 250 | 1,276 | 0.07% |
| OUGANDA | 617 | 250 | 250 | 250 | 1,367 | 0.08% |
| UKRAINE | 10,908 | 250 | 250 | 250 | 11,658 | 0.68% |
| URUGUAY | 2,812 | 250 | 250 | 250 | 3,562 | 0.21% |
| OUZBÉKISTAN | 2,493 | 250 | 250 | 250 | 3,243 | 0.19% |
| VANUATU | 586 | 250 | 250 | 250 | 1,336 | 0.08% |
| VENEZUELA | 20,361 | 250 | 250 | 250 | 21,111 | 1.23% |
| VIET NAM | 968 | 250 | 250 | 250 | 1,718 | 0.10% |
| YÉMEN | 2,212 | 250 | 250 | 250 | 2,962 | 0.17% |
| ZAMBIE | 2,810 | 250 | 250 | 250 | 3,560 | 0.21% |
| ZIMBABWE | 3,325 | 250 | 250 | 250 | 4,075 | 0.24% |
| Pays (149) | 610,253 | 37,250 | 37,250 | 37,250 | 722,003 | 42.21% |
| Total | 1,572,661 | 46,000 | 46,000 | 46,000 | 1,710,661 | 100.00% |

* Niveaux de revenu à la phase initiale de développement, sur la base des indicateurs du World Development Indicators, avril 2003.

DOCUMENT DU FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL
POUR USAGE OFFICIEL

IMFC/Doc/10/04/4
28 septembre 2004

Aux : Membres et associés du Comité monétaire et financier international

Du : Secrétaire

Objet : **Rapport présenté au Comité monétaire et financier international sur les quotes-parts, le renforcement de la voix et de la participation dans les instances décisionnelles**

Vous trouverez ci-joint, pour la réunion du Comité monétaire et financier international (CMFI) du **samedi 2 octobre 2004**, un rapport d'information sur les quotes-parts et sur le renforcement de la voix et de la participation dans les instances décisionnelles.

Ce document doit être affiché sur le site externe du FMI après sa distribution aux membres du CMFI.

Pièce jointe

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

Rapport du Conseil d'administration au CMFI sur les quotes-parts et sur le renforcement de la voix et de la participation dans les instances décisionnelles

24 septembre 2004

1. Le Conseil d'administration du FMI est engagé dans la recherche de moyens pour renforcer la voix et la participation des pays en développement et en transition dans les instances décisionnelles de l'institution et, pour ce faire, il articule son action autour de deux axes différents mais complémentaires : les questions concernant les niveaux relatifs des quotes-parts et le nombre de voix, qui sont examinées dans le cadre du programme de travail du FMI sur les quotes-parts ; et les mesures qui peuvent être prises pour renforcer la capacité des pays en développement et en transition de participer efficacement aux processus d'élaboration des politiques et de prise de décisions du FMI. Le présent rapport d'étape fait le point sur les progrès réalisés dans ces deux domaines, en réponse à une demande du Comité monétaire et financier international (CMFI)¹. Il présente les questions qu'il faudrait examiner pour pouvoir accomplir de nouveaux progrès sensibles, et il note qu'à l'heure actuelle les parties prenantes n'ont pas encore forgé le large consensus nécessaire pour arriver à cette fin.

2. La résolution mettant fin à la Douzième révision générale des quotes-parts en janvier 2003 indiquait que le Conseil d'administration entendait, durant la période couverte par la Treizième révision générale, procéder à un suivi attentif pour déterminer la mesure dans laquelle les ressources du FMI étaient suffisantes, étudier des mesures permettant d'assurer une répartition des quotes-parts qui tienne compte de l'évolution de l'économie mondiale, et envisager d'autres mesures destinées à renforcer la gouvernance du FMI. Lors de ses délibérations le 31 juillet 2003, le Conseil d'administration s'était penché sur les questions relatives à la répartition des quotes-parts, et notamment les mesures nécessaires pour parvenir à une répartition reflétant l'évolution de l'économie mondiale². Pendant cette réunion, les administrateurs avaient dressé un inventaire des domaines où s'ébauche un consensus sur de nouvelles formules de calcul des quotes-parts, et ils ont examiné certains problèmes liés à la révision et à l'actualisation de ces formules. La plupart des administrateurs étaient d'avis que l'on gagnerait nettement à adopter une approche globale qui procurerait des avantages à l'ensemble des États membres. Plus précisément, une telle approche consisterait à procéder : à une augmentation générale des quotes-parts faisant intervenir une augmentation sélective relativement importante calculée au moyen d'une nouvelle formule de calcul des quotes-parts ; à des augmentations ad hoc des quotes-parts visant à corriger les désalignements les plus graves ; et à un relèvement du nombre des voix de base dans le but exprès de remédier au problème de l'érosion de la part du total des voix attribuées aux plus petits

¹ Voir le Communiqué du Comité monétaire et financier international du Conseil des Gouverneurs du Fonds monétaire international, communiqué de presse n° 04/84 du 24/4/2004, par. 18.

² Le document intitulé *The Acting Chair's Summing Up, Quota Distribution—Selected Issues* (BUFF/03/155 du 22/8/2003) présente un récapitulatif global des délibérations.

États membres. Cela étant, il avait été noté qu'il faudrait modifier les Statuts pour accroître le nombre des voix de base, et que l'on ne disposait pas de la majorité nécessaire. De façon plus générale, la majorité des administrateurs estimaient qu'une augmentation des quotes-parts n'était pas nécessaire parce que la position de liquidité du FMI était satisfaisante.

3. Comme convenu lors de la réunion de juillet 2003, les services du FMI ont récemment diffusé un rapport présentant la série de données mises à jour pour procéder, à titre illustratif, aux calculs des quotes-parts³. Ce rapport aboutit à la conclusion que les formules de calcul des quotes-parts basées sur des variables et des pondérations économiques et financières — attribuant notamment un coefficient de pondération élevé au PIB en tant que principal indicateur de la taille d'une économie — considérées, dans l'ensemble, appropriées par les administrateurs, produiraient vraisemblablement des résultats tels que la proportion calculée des quotes-parts revenant au groupe des économies avancées serait plus élevée que la proportion actuelle et, inversement, qu'elle serait plus faible qu'elle ne l'est maintenant pour les pays en développement et en transition. Les calculs effectués sur la base de données actualisés confirment aussi de nouveau la validité des conclusions générales auxquelles ont abouti les délibérations de 2003.

4. Les administrateurs continuent de procéder à un suivi des ressources du FMI sur la base d'examens semestriels de la liquidité du FMI, pour déterminer si elles restent suffisantes. Le rapport préparé par les services de l'institution pour le dernier examen notait que l'indicateur de la capacité de financement (ICF) du FMI sur un an s'élevait à 62 milliards de DTS à la fin de juillet 2004⁴. La plupart des administrateurs ont conclu que la position de liquidité du FMI était satisfaisante et que l'institution serait probablement en mesure de satisfaire les besoins à court terme de ses États membres indiqués par les projections. Cette évaluation se fondait sur l'hypothèse que la reprise économique mondiale décrite dans la publication intitulée « Perspectives de l'économie mondiale » se poursuivrait et que la plupart des pays membres pourraient faire face à des chocs négatifs d'ampleur limitée en utilisant leurs réserves et/ou en procédant à un ajustement de leur politique générale et de leur taux de change. En outre, en cas de besoin, il leur serait toujours possible de recourir aux Nouveaux accords d'emprunt/Accords généraux d'emprunt (34 milliards de DTS). Toutefois, étant donné qu'il est important, pour le FMI, de disposer de ressources suffisantes pour honorer ses engagements, et qu'il n'est pas aisé de prévoir les difficultés que pourrait rencontrer l'économie mondiale, il conviendra de continuer à suivre de près la position de liquidité du FMI.

5. Bien que le nombre de voix soit l'indicateur le plus évident de la participation et de la représentation d'un pays, il demeure indispensable de veiller à ce que les bureaux des administrateurs représentant des pays en développement et en transition, en particulier ceux qui représentent de nombreux pays, aient les capacités

³ Voir *Quotas—Updated Calculations* (SM/04/305, 8/30/04). Les données utilisées allaient jusqu'à la fin de 2002. Les calculs antérieurs étaient basés sur des données qui n'allaient que jusqu'à la fin de 1999.

⁴ Voir *The Fund's Liquidity Position—Review and Outlook*, EBS/04/134, 16/9/2004.

administratives et techniques nécessaires pour participer pleinement et efficacement au processus de prise de décisions du FMI. Sinon, il ne sera guère possible de collaborer efficacement à l'obtention de consensus sur des mesures et leurs modalités d'application qui tiennent compte des points de vue de tous les États membres. En mars 2003, les services du FMI et de la Banque mondiale ont conjointement préparé, à l'intention du Comité du développement, une note technique intitulée « Renforcer la voix et la participation des pays en développement et en transition dans les instances décisionnelles de la Banque mondiale et du FMI » qui identifiait un certain nombre d'options pouvant être retenues pour renforcer les capacités administratives et techniques des groupes comptant un grand nombre de pays représentés par un seul bureau⁵. Ces options sont notamment : un appui technologique supplémentaire pour faciliter les communications avec les capitales ; la facilitation des interactions entre les groupes de pays représentés ; un soutien technique aux études réalisées par les bureaux des administrateurs représentants des pays en développement ; l'accroissement du nombre des conseillers auprès des bureaux des administrateurs ; et la création d'un deuxième poste d'administrateur suppléant⁶.

6. Les administrateurs du FMI ont ensuite pris des mesures dans un certain nombre de domaines. Il a été décidé en avril 2003 que les administrateurs représentant 20 États membres ou plus — notamment les administrateurs représentant des pays d'Afrique subsaharienne — pouvaient, dans un premier temps, créer trois postes supplémentaires dans leurs bureaux respectifs. Une initiative lancée plus récemment a trait à l'utilisation des nouvelles technologies pour permettre aux bureaux des administrateurs d'entretenir efficacement des relations suivies avec les autorités nationales des pays qu'ils représentent. Bien qu'aucune mesure ne soit actuellement prévue par le Conseil d'administration, il sera important d'appuyer la poursuite des efforts dans ce domaine.

⁵ Voir *Renforcer la voix et la participation des pays en développement et en transition dans les instances décisionnelles de la Banque mondiale et du FMI — Note technique des services de la Banque et du FMI pour le Comité du développement*, EB/CW/DC/03/1, première révision, 26 mars 2003.

⁶ Une telle mesure nécessiterait une modification des Statuts.